



DÉPARTEMENT DE LA GUYANE
COMMUNE DE SAÛL

CARTE COMMUNALE



Rapport de présentation

Carte Communale

Prescrite par délibération du 01/04/2004
Enquête publique du 15/05/2014 au 16/06/2014
Approuvée par délibération du 07/07/2016
Approuvée par arrêté préfectoral du 04/10/2016

Données introductives..... 5

1 AVANT-PROPOS	5
2 LE CONTENU DE LA CARTE COMMUNALE	6
2a Le rapport de présentation	6
2b Le ou les documents graphiques	6
2c Les annexes	6

Chapitre 1 | L'état initial de l'environnement..... 8

1 LES DONNEES PHYSIQUES	8
1a La position spatiale	8
1b Le relief et l'hydrographie.....	8
1c La climatologie	8
1d La pédologie	8
2 LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET PATRIMONIAL.....	10
2a Le patrimoine naturel, le paysage	10
2b Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique	10
2c Le Parc amazonien de Guyane.....	13
2d Le patrimoine architectural	16
2e Le patrimoine archéologique	18
2f Une candidature en cours au label « Pays d'art et d'histoire »	18
3 LES DONNEES HISTORIQUES.....	19
4 LE SITE ET L'OCCUPATION HUMAINE.....	20
4a L'analyse urbaine du bourg de Saül.....	20
4b L'habitat, le logement, le foncier	22
4c Les réseaux.....	24
4d Les équipements	28
5 SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	29

Chapitre 2 | Les prévisions de développement démographique et économique de la commune.....30

1 LE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE	30
1a L'évolution de la population communale	30
1b La composition et les origines de la population	31
1c La structure de la population.....	32
1d La population active	32
1e Professions et catégories socio-professionnelles.....	32
1f Les perspectives d'évolution démographique	33
2 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	34
2a L'exploitation du bois	34
2b L'exploitation minière.....	34
2c L'agriculture	37
2d Activités commerciales.....	39
2e Le tourisme	39
3 SYNTHESE DES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE DE LA COMMUNE.....	42

Chapitre 3 | Les choix retenus pour établir les secteurs constructibles de la carte communale43

1 LES VOLONTES GENERALES DE LA COMMUNE EN TERME D'AMENAGEMENT	43
1a Les potentialités de développement	43
1b Les besoins en surfaces urbanisables	44
1c Les orientations d'aménagement de la commune	44
1d Les secteurs retenus pour l'urbanisation future	44
1e Principes d'urbanisation du bourg	45

2 LES CHOIX EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	46
2a Le tourisme et les loisirs	46
2b L'agriculture et la filière bois	46
3 LA TRADUCTION SPATIALE ET LES DISPOSITIONS PROPOSEES DANS LA CARTE COMMUNALE	47
3a Les secteurs constructibles	47
3b Les secteurs non constructibles	47
3c Tableau récapitulatif des surfaces par secteur	47

Chapitre 4 | Les incidences de la carte communale sur l'environnement et les mesures de préservation et de mise en valeur retenues48

1 LA MAITRISE DU DEVELOPPEMENT URBAIN.....	48
1a Une augmentation des surfaces imperméables	48
1b Une mutation des paysages	48
1c Une césure bourg/nature accrue.....	49
2 LA PROTECTION DU PATRIMOINE, DES PATRIMOINES ET MILIEUX NATURELS	49
2a La protection du patrimoine et des paysages aux abords du bourg	49
2b La protection de la biodiversité et des espaces naturels	49
3 LA PREVENTION DES RISQUES EVENTUELS DE NUISANCE ET DE POLLUTION.....	49
3a La lutte contre le risque inondation	49
3b La protection des ressources en eau	49

Chapitre 5 | La prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique.....50

1 LA COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL (SAR)	50
1a Les espaces naturels de protection forte	50
1b Les espaces forestiers naturels.....	51
1c Les espaces à vocation agricole	51
1d Les espaces ruraux de développement.....	51
1e Les espaces urbanisables à vocation résidentielle.....	52
1f Les espaces existants d'activité économique.....	52
1g Les zones de titres miniers en cours de validité	53
2 LA PRISE EN COMPTE DU SCHEMA D'ORIENTATION MINIERE (SDOM)	55
3 LES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA LOI PAYSAGE	57
4 LES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA LOI SUR L'EAU - LE SDAGE	57
4a La Loi sur l'eau et milieux aquatiques	57
4b Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Guyane.....	57
5 LA PRISE EN COMPTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	58
5a Le classement de l'église Saint Antoine de Padoue	58
5b Le périmètre de protection du forage du bourg de Saül.....	58
5c Le Parc amazonien de Guyane de Guyane	58
5d Les servitudes radioélectriques contre les obstacles.....	58
5e Les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome	58
5f Protection de l'actuelle décharge.....	58
5g Immeubles du ministère de la défense	59
5h La réglementation archéologique préventive	59

1 | AVANT-PROPOS

Le village de Saül est né avec la deuxième ruée vers l'or qui atteignit la région du Haut Approuague et de la Haute Mana à la fin du 19^{ème} siècle. En 1969, Saül est érigé en commune.

La commune a connu le phénomène de la désertification rurale, phénomène très répandu en Guyane après la grande période aurifère, et qui a pendant plusieurs années très fortement marqué l'histoire de Saül. D'après les recensements de 1990 et 1999, la commune a connu un accroissement annuel de 10,9% (accroissement le plus élevé de Guyane). Depuis, la population connaît un phénomène de stagnation avec une légère baisse (160 habitants en 1999 et 153 en 2011).

En dépit de quelques inconvénients générés par l'état d'enclavement dans lequel cette entité locale est restée fort longtemps, Saül est de plus en plus attractive, tant au niveau scientifique, que touristique, agricole ou encore du point de vue minier. En effet, la région de Saül, centre géographique de la Guyane et du Parc amazonien de Guyane récemment créé, est devenue l'objet de toutes les attentions et attire de plus en plus de personnes de motivations diverses. La mairie a reçu plusieurs nouvelles demandes d'installations, notamment à caractère agricole et de résidences secondaires.

Progressivement, la commune doit se préparer à accompagner, voire orienter ces transformations. Aussi, la carte communale a pour objet et pour objectifs essentiels à partir d'une analyse fine, de proposer des orientations d'aménagement allant dans le sens d'une maîtrise de l'occupation de l'espace par la collectivité.

Ainsi, la commune de Saül a engagé l'élaboration d'une carte communale par délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} avril 2004. Ce document devra nécessairement couvrir l'ensemble de son territoire et respecter les trois grands principes suivants :

- **le principe d'équilibre** entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé et le développement de l'espace rural d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part.
- **le respect du principe le maintien de la diversité des fonctions urbaines et de la mixité sociale**
- **une utilisation économe et équilibrée des espaces**

La Loi portant « Engagement National pour l'Environnement » (ENE), dite Loi Grenelle 2, a été promulguée le 12 juillet 2010. Elle poursuit la mise en application - entamée avec la Loi Grenelle 1 - des engagements du Grenelle de l'environnement lancé en 2007.

Cette loi prévoit un « verdissement » des documents d'urbanisme : de nouveaux objectifs environnementaux doivent être pris en compte, notamment en favorisant un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques.

La commune a sollicité le concours financier de l'Etat et de la Région pour les dépenses entraînées par les études et a demandé l'assistance des services de la Direction de l'Equipeement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) pour assurer le suivi de la procédure.

L'Agence d'Urbanisme de Développement de la Guyane (AUDeG) a été choisie pour assurer la maîtrise d'œuvre de la carte communale.

2 | LE CONTENU DE LA CARTE COMMUNALE

Conformément à l'article L161-1 du Code de l'Urbanisme, la carte communale comprend :

- un rapport de présentation,
- un ou plusieurs documents graphiques.

Elle comporte en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

2a | Le rapport de présentation

Conformément à l'article R161-2 du Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation :

- Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;
- Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

2b | Le ou les documents graphiques

Conformément à l'article R161-4 du Code de l'Urbanisme, le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :

1/ De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;

2/ Des constructions et installations nécessaires :

- A des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- A l'exploitation agricole ou forestière ;
- A la mise en valeur des ressources naturelles.

Conformément à l'article R161-5 du Code de l'Urbanisme, le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Conformément à l'article R161-7 du Code de l'Urbanisme, le ou les documents graphiques délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

2c | Les annexes

Conformément à l'article R161-8 du Code de l'Urbanisme, doivent figurer en annexe de la carte communale :

1° Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre ;

2° Le plan d'exposition au bruit des aéroports, établi en application de l'article L.112-6 ;

3° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement.



1 | LES DONNEES PHYSIQUES

1a | La position spatiale

La commune de Saül est située au centre de la Guyane, au Nord-Est du Massif Central Guyanais, dans une région montagneuse très enclavée. Le territoire communal d'une superficie de 4 475 km² est entièrement recouvert de forêt et la majorité des habitations est regroupée dans le bourg.

Le territoire de la commune est limité :

- au Nord, par la crique Eaux Blanches, la Mana et la crique Pakira jusqu'à la ligne de partage des eaux entre la Mana et le Sinnamary ;
- à l'Ouest, par la ligne de partage des eaux entre la Mana et le Maroni ;
- au Sud, la limite suit la crique Palofini jusqu'à son confluent avec le Grand Inini, puis la crique Saï et se prolonge jusqu'à la ligne de partage des eaux entre l'Oyapock et le Maroni ;
- à l'Est, par la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Mana et du Maroni d'une part, et de l'Approuague d'autre part.

1b | Le relief et l'hydrographie

La commune de Saül s'inscrit au sein de plusieurs massifs : les Montagnes Bellevue de l'Inini, les Monts Belvédère, où les sommets atteignent 775 mètres pour la Montagne Américain, 590 mètres pour le Pic Matécho, 640 mètres pour la Montagne Continent.

Le bourg est implanté au pied du massif granitique du Mont Bœuf-Mort, sur le replat d'un éperon à une altitude de 206 mètres, entre les criques Mulet-Mort et Grand-Fossé. C'est un des rares villages de Guyane à ne pas avoir été implanté le long d'un cours d'eau important.

Le territoire communal représente le premier réservoir d'eau douce de la Guyane. Il constitue le berceau de plusieurs grands fleuves de Guyane : l'Approuague, la Mana et l'Inini (affluent du Maroni). Dans un rayon de 5 km autour du bourg, naissent environ 25 sources différentes, quasi permanentes.

Les nombreuses criques autour de Saül, forment des bassins sédimentaires drainant les alluvions du Mont Bœuf Mort et des plateaux qu'elles dessinent, constituant des zones périodiquement inondables, riches en minéraux divers et propices à l'agriculture.

A proximité du bourg, les lits des cours d'eau ont été pour la plupart, retournés puis lavés par l'orpaillage. Ainsi, le dessin des lits est chaotique et brouillé par endroit.

1c | La climatologie

Saül se situant au centre de la Guyane présente un climat plus tempéré et plus salubre que l'ensemble du reste de la Guyane.

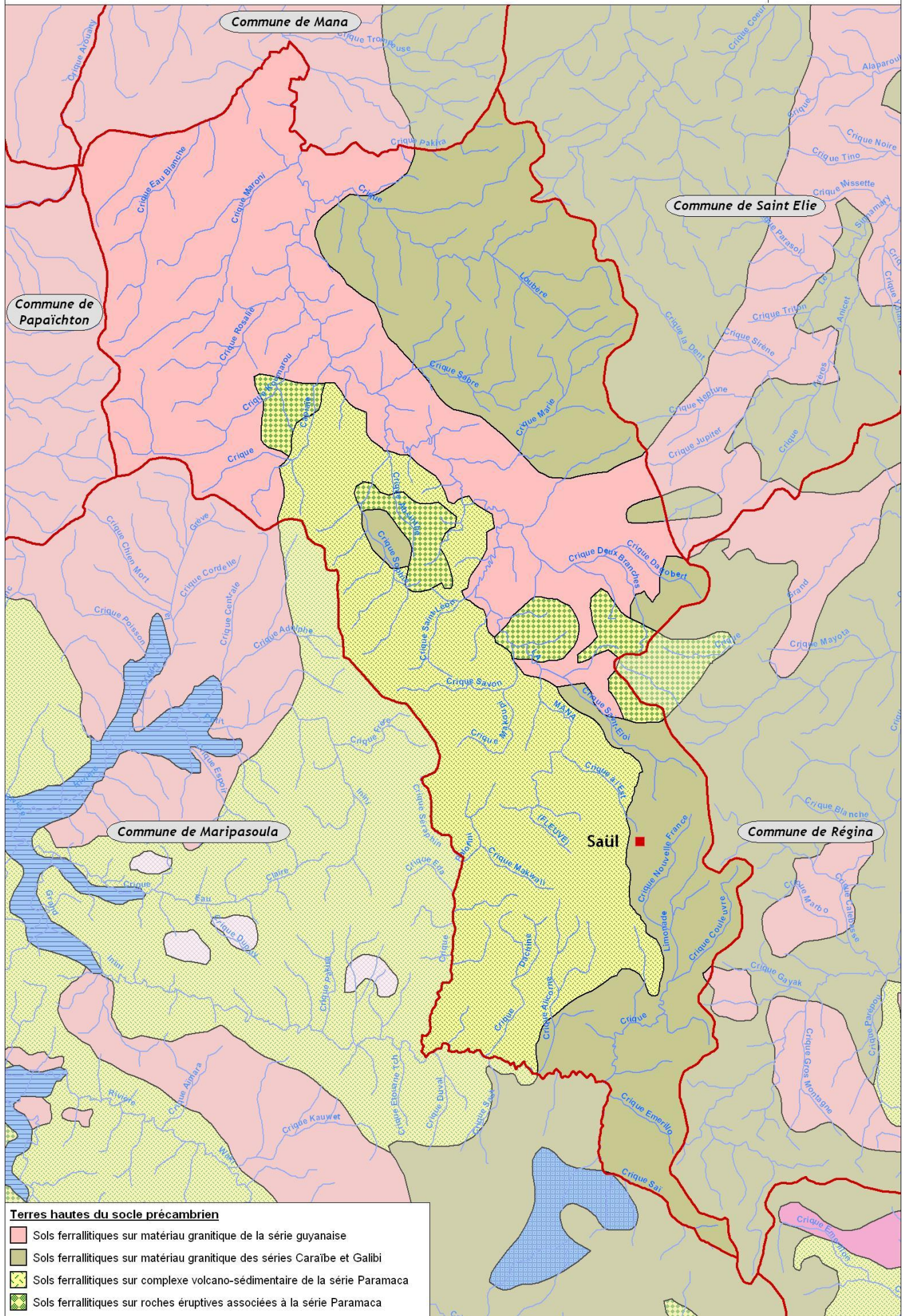
L'étude d'une saison climatique à Saül fait ressortir deux principales saisons :

- sept à neuf mois de saison des pluies, de décembre à juillet, avec un mois de mai particulièrement arrosé. Notons qu'un léger fléchissement interrompt la grande saison des pluies : « le petit été de mars ».
- trois à cinq mois de saison sèche, d'août à novembre, avec une sécheresse importante pour le mois d'août.

Les températures moyennes ne dépassent pas 20°C avec un minimum enregistré à 17°C pendant la nuit. En terme de pluviométrie, il tombe une moyenne de 2 350 millimètres d'eau pour 235 jours pluvieux par an. Cette pluviométrie est nettement inférieure à celle de Cayenne. Les vents dominants sont orientés Est, et localement Sud-Est.

1d | La pédologie

Le territoire communal de Saül fait partie des terres hautes du socle précambrien à dominance de sols ferrallitiques fortement désaturés. Les sols ferrallitiques en milieu tropical sont en couche mince. Ils se caractérisent dans les pentes par un drainage rapide. Dans le mode d'exploitation par abattis, ils sont d'une fertilité importante dans la première année de production. L'érosion est très rapide, surtout sur les pentes.



2 | LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET PATRIMONIAL

2a | Le patrimoine naturel, le paysage

Les perceptions du paysage de Saül sont essentiellement liées aux reliefs importants du site, aux contrastes des types de végétation, et à la présence humaine, qui modèle les paysages.

Le bourg de Saül apparaît dans une cuvette dominée par les reliefs couverts par une épaisse forêt. Depuis les points culminants de ces reliefs, le paysage apparaît dans son ensemble comme uniforme : un tapis de forêt infini.

Cette couverture végétale est particulière à Saül, elle dispose d'une végétation riche et variée. En effet, les éléments géologiques, orographiques, hydrographiques et climatiques permettent une grande diversité de biotopes.

La couverture végétale est constituée suivant les secteurs d'essences de basses et moyennes altitudes, de plateaux, de pentes et de crêtes, de zones humides et marécageuses et de cambrouses. On notera également la présence d'inselbergs, présentant un biotope particulier, une végétation tempérée pluviale.

Trois types de forêts sont présents autour du bourg de Saül :

- une forêt secondaire jeune, située dans un périmètre de 500 à 1 000 mètres du bourg, estimée à moins d'une cinquantaine d'années, établie à partir d'anciens abattis abandonnés et où s'élèvent des essences de substitution ;
- une petite forêt primaire sur les plateaux et versants des contreforts du Mont Bœuf Mort ;
- une forêt secondaire hétérogène dans les périmètres des criques et des flats exploités par les orpailleurs qui y ont tracé des layons.

Au-delà des zones proches du bourg s'étendent :

- des forêts hautes sur roches éruptives basiques. Le sol est argileux à argilo-sableux, profond, à bon drainage vertical. Les arbres s'élèvent entre 40 et 50 mètres de hauteur ;
- des forêts hautes sur roches cristallines présentant des aspects très variables selon la pente et le site. En général, ce sont des forêts moins hautes et moins majestueuses que les précédentes, bien que dominées ça et là par des groupes de grands arbres.

2b | Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont un outil de connaissance du patrimoine naturel basé sur un inventaire scientifique des espaces naturels remarquables et des habitats des espèces rares ou menacées. On distingue deux types de zones :

- les zones de type I correspondent à un ensemble écologique homogène d'espèces ou de milieux rares et remarquables et sensibles aux perturbations sur des territoires de surface généralement restreinte ;
- les zones de type II contiennent des milieux naturels plus vastes, formant un grand ensemble possédant une cohésion élevée et des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire n'est pas figé : il évolue au fur et à mesure que des données nouvelles sur le milieu sont recueillies et validées, et une version « modernisée » a été validée en octobre 2014.

En tant qu'inventaire scientifique de connaissance, les ZNIEFF constituent un réel outil d'aide à la décision pour les élus et l'administration, mais sont dépourvues d'effets juridiques et ne possèdent pas de valeur réglementaire. Cependant, l'étude et l'analyse des zones classées en ZNIEFF constituent, lors de l'élaboration de la Carte Communale, une base intéressante pour définir les espaces naturels à protéger.

Le document graphique de la carte communale s'efforcera d'être compatible avec les ZNIEFF, particulièrement celles de type 1. Le classement de ce type de ZNIEFF en secteur non constructible sera donc préconisé.


Le territoire communal de Saül inclut huit ZNIEFF (six ZNIEFF de type 1 et deux ZNIEFF de type 2, validées en octobre 2014) :

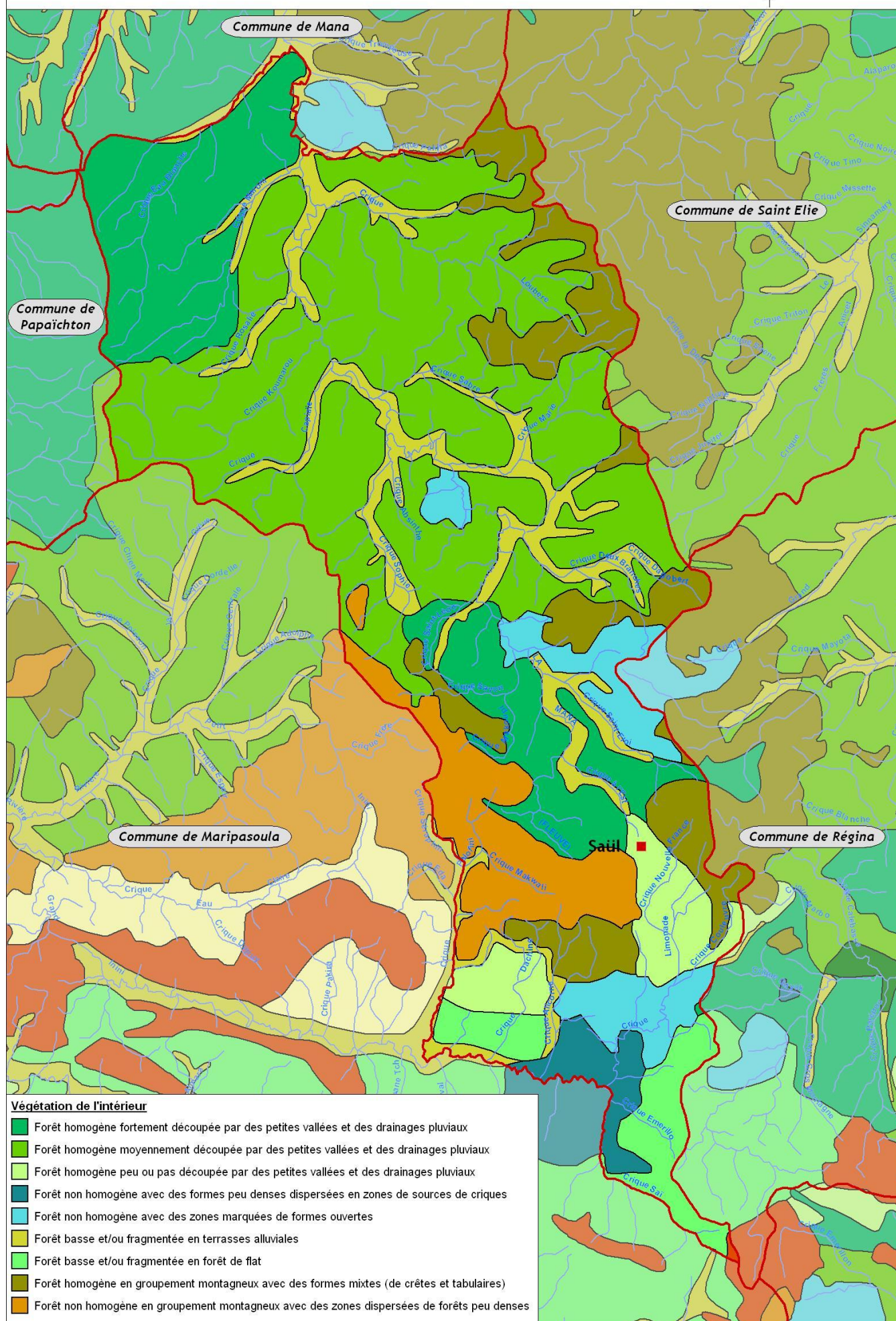
ZNIEFF de type 1

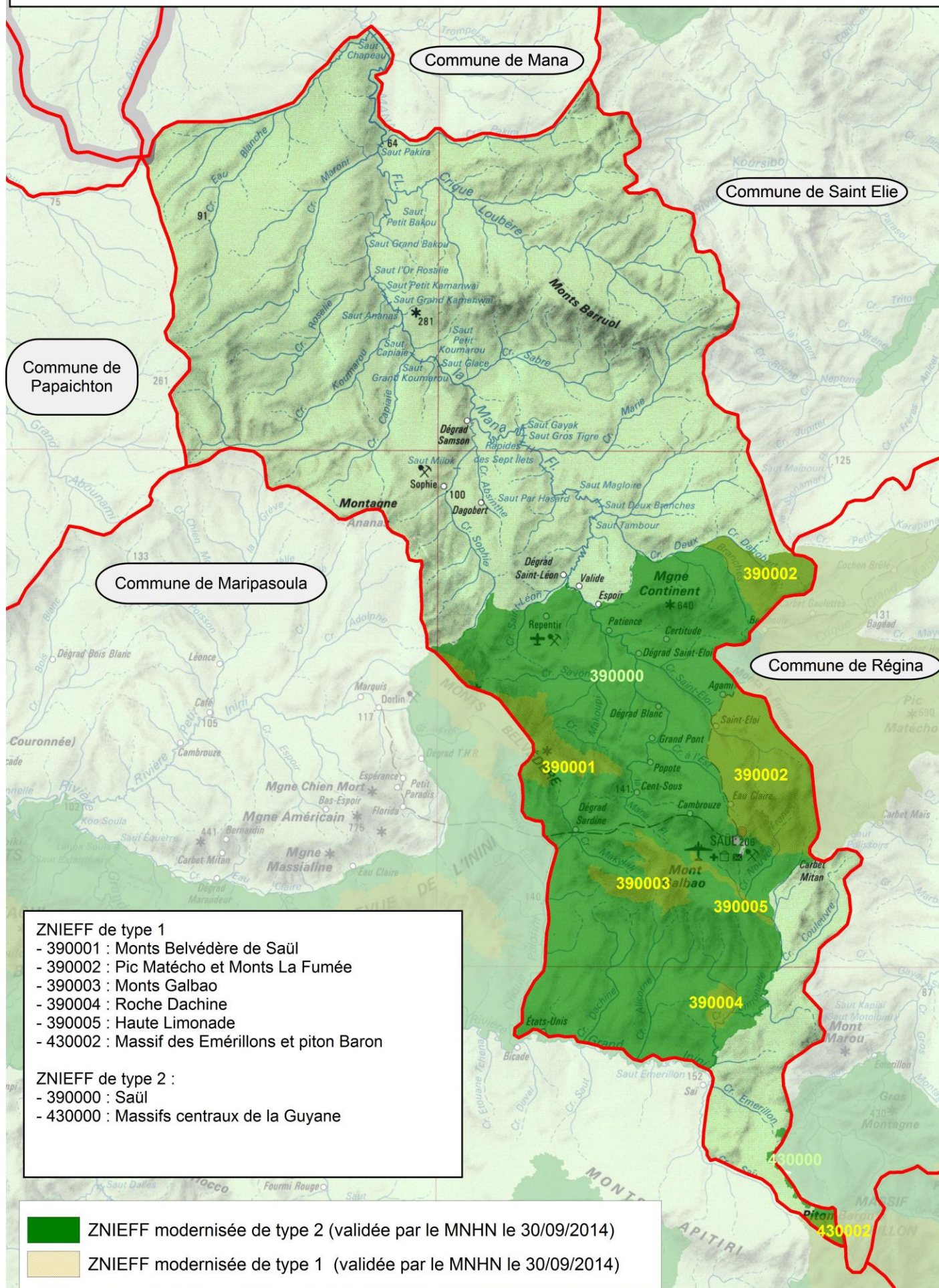
- 390001 : Monts Belvédère de Saül
- 390002 : Pic Matécho et Monts La Fumée
- 390003 : Monts Galbao
- 390004 : Roche Dachine
- 390005 : Haute Limonade
- 430002 : Massif des Emérillons et piton Baron

ZNIEFF de type 2 :

- 390000 : Saül
- 430000 : Massifs centraux de la Guyane

 Se reporter aux fiches ZNIEFF dans Chapitre : La prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique.






2c | Le Parc amazonien de Guyane

► Définition et objectifs du Parc amazonien de Guyane

Le Parc amazonien de Guyane (décret n° 2007-266 du 27 février 2007 créant le parc national dénommé « Parc Amazonien de Guyane ») s'inscrit dans la nouvelle conception des parcs nationaux, telle que définie par la loi du 14 avril 2006, qui répond à la fois à des enjeux de protection et de développement durable. Le territoire concerné par le Parc amazonien de Guyane se compose des communes de Saül, Maripasoula, Papaïchton, Camopi et Saint-Élie.

 Se reporter aux pages «Parc amazonien de Guyane» dans Chapitre : La prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique.

Ses principaux objectifs visent à :

- protéger à long terme cette part importante de la forêt primaire guyanaise ainsi que les milieux rares, comme les savanes-roches et inselbergs et les monts forestiers de plus de 500 m d'altitude, caractérisés par un grand endémisme ;
- développer la connaissance scientifique actuellement très partielle sur ces richesses uniques au monde ;
- protéger les sources des fleuves de la Guyane ;
- permettre aux communautés d'habitants tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt de maintenir et valoriser leurs cultures sous leurs aspects matériels et immatériels, de garantir la pérennité de leurs pratiques de subsistance tout en préservant les ressources naturelles qu'ils exploitent ;
- associer les autorités coutumières à la gestion du territoire ;
- favoriser le développement économique et social des communes et plus largement de la Guyane en contribuant activement à trouver les modes de développement adaptés et à exploiter les opportunités que peut offrir notamment le tourisme durable.

L'article 1^{er} de la loi du 14 avril 2006 définit désormais le parc national comme un ensemble composé :

- d'un ou plusieurs cœurs, définis comme les espaces à protéger ;
- d'une aire d'adhésion, définie comme tout ou partie du territoire des communes qui, ayant vocation à faire partie du parc national, ont décidé d'adhérer à la charte du parc national et de concourir volontairement à cette protection.

Les communes concernées par le Parc amazonien de Guyane ont été associées, pendant la phase d'élaboration de la charte, à la définition des objectifs de protection des patrimoines naturels, paysagers et culturels pour la zone de cœur du parc national et des orientations de développement durable pour la zone d'adhésion.

En application de l'article L331-15 du Code de l'environnement, l'obligation de compatibilité faite aux PLU et cartes communales est limitée aux objectifs de protection définis par la charte pour la zone de cœur. La compatibilité pour la zone d'adhésion est une option qui n'a pas été activée dans la charte du PAG. Précisons toutefois que, en tenant compte de la continuité géographique et de la solidarité écologique existant entre la zone de cœur et la zone d'adhésion, les projets prévus en zone d'adhésion ne devront pas porter atteinte à la conservation de la zone de cœur.

La commune de Saül a fait le choix, par délibération du conseil municipal du 23 janvier 2014, d'adhérer à la charte du PAG, approuvée par décret n°2013-968 du 28 octobre 2013.

Conformément à l'article L 331-15 du Code de l'Environnement, celle-ci devra être compatible avec les orientations du Schéma d'Aménagement Régional.

► La commune de Saül au sein du Parc amazonien de Guyane

Sur la commune de Saül, les cœurs du Parc amazonien de Guyane couvrent 103 425 hectares et protègent les sources du Grand Inini, en continuité avec Maripasoula, les Monts Belvédère ainsi que les Monts Barruol au Nord.

La carte communale devra être compatible avec les objectifs de protection du Parc amazonien de Guyane. Ainsi, le cœur sera identifié en secteur non constructible. A noter que dans le cadre de la mise en valeur des ressources naturelles de ce secteur non constructible, les travaux, constructions et installations nécessaires à l'accueil du public et les installations ou constructions légères à usage touristique pourront être autorisés par le directeur de l'établissement public, après avis du conseil scientifique et du comité de vie locale (article 6 du Décret n°2007-266 du 27 février 2007 créant le parc national dénommé « Parc amazonien de Guyane»). De plus, afin de respecter les objectifs de protection des sources des fleuves définis par le Parc amazonien de Guyane, la carte communale devra assurer la protection des cours d'eau alimentant le Grand Inini et la Mana. Et, au titre du principe de la solidarité écologique, les prescriptions de la carte communale en zone d'adhésion ne devront pas compromettre l'état du cœur de parc.

La Préfecture de la Guyane, Le Conseil Général de la Guyane et le MEDDAT considérant que le Parc amazonien de Guyane ne pouvait être mis en place sans que sa création s'accompagne d'un net rattrapage du retard accumulé par

les communes en matière d'équipements structurants (adduction d'eau potable, assainissement des eaux usées, électrification rurale, traitement des déchets, voirie et désenclavement terrestre et aérien) ont signé avec les communes le 21 décembre 2007 le Plan d'Accompagnement du Parc amazonien (PAPA). Le PAPA prévoit la réalisation d'opérations pour la commune de Saül :

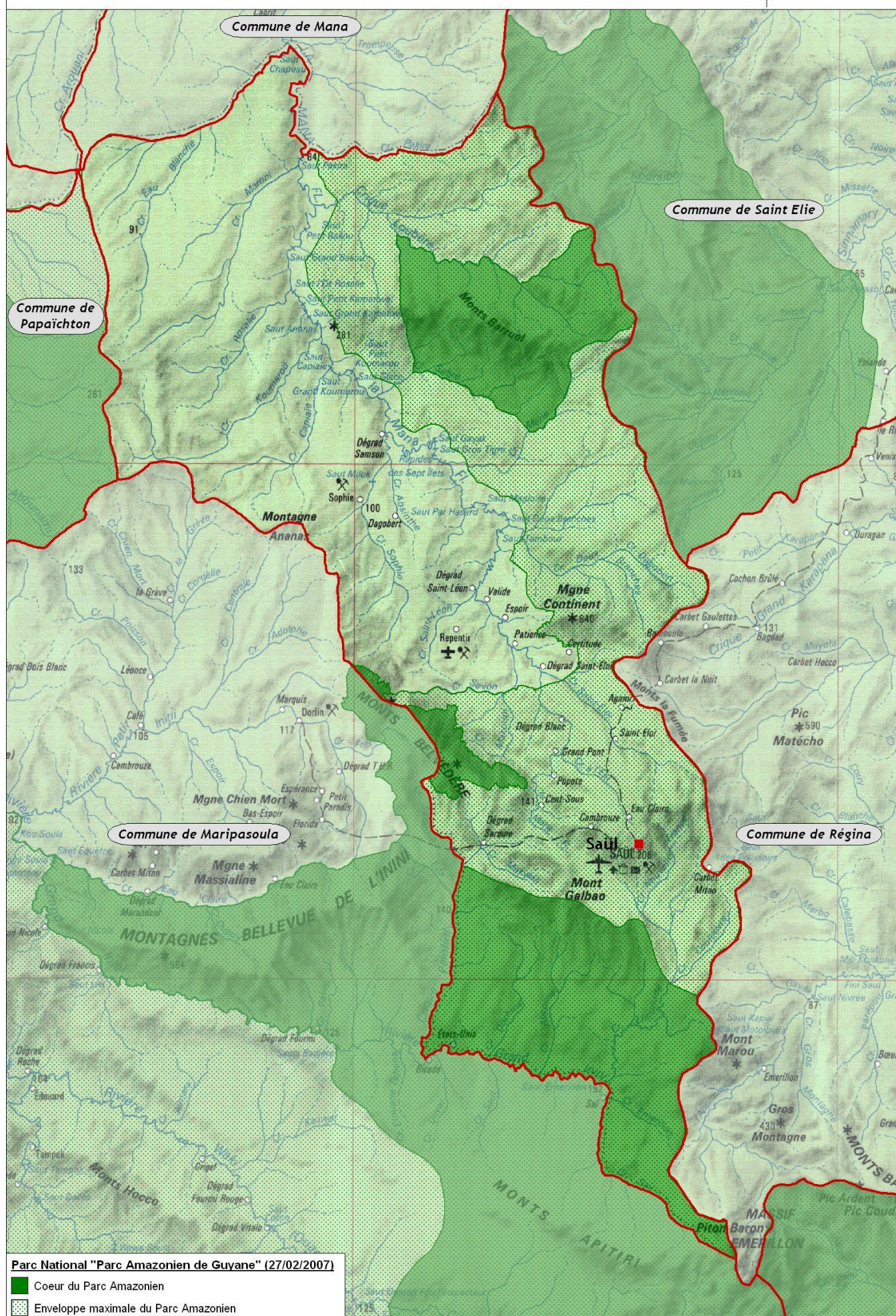
- Adduction d'eau potable : Amélioration et renforcement du service dans le bourg (réalisé : 470 k€),
- Electrification rurale : Développement de systèmes de production autonomes et hybrides thermique et photovoltaïque (études de prédéfinition de la centrale photovoltaïque en cours, renforcement du volet thermique effectué : 77k€),
- Désenclavement : Piste reliant Bélizon à Saül (Projet), Aérodrome (Projet), Voirie du bourg (projet).

La commune de Saül et l'Etablissement du PAG ont signé, le 17 mars 2014, la première convention d'application de la charte pour une période de 3 ans. Cette convention d'application, jointe en annexe, décline pour le territoire communal les orientations de la charte comme ci-dessous :

Enjeux charte	Orientations et objectifs charte	Déclinaison spécifique pour le territoire de Saül
Enjeu (I) <i>Préservation de l'écosystème forestier amazonien et des interactions entre l'Homme et le milieu</i>	OR I-3 et OPP I-2 OR I-1 / OR I-2 et OPP I-1 et OPP I-3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lutter contre l'orpaillage illégal, en priorité à proximité des zones de vie et en zone de cœur du PAG ▪ Mener des programmes de connaissance et faire de Saül un lieu de référence pour la recherche scientifique et d'étude de la biodiversité amazonienne
Enjeu (II) <i>Reconnaissance et valorisation de la diversité culturelle et transmission des valeurs, savoirs et savoir-faire</i>	OR II-1 / OR II-3 et OPP II-1 OR II-2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Valoriser l'histoire et les sites culturels du territoire et du bourg de Saül, notamment en vue d'une valorisation écotouristique ▪ Transmettre et valoriser les connaissances, savoirs et savoir-faire des habitants de Saül, en particulier celles liées à l'utilisation des ressources naturelles (usages du bois, plantes médicinales, etc.)
Enjeu (III) <i>Amélioration de la qualité de vie des habitants et développement économique local adapté</i>	OR III-1 OR III-2 et OPP III-1 et OPP III-2 OR III-2 et OPP I-1 / OPP III-2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménager des espaces de vie et de détente dans le bourg de Saül, à destination des habitants, des visiteurs et de tout type de public (notamment des personnes handicapées) ▪ Développer une offre écotouristique, basée sur la randonnée pédestre et la découverte des patrimoines naturels et culturels de Saül ▪ Faciliter l'émergence d'activités économiques durables et de pratiques écoresponsables

Ces orientations / objectifs sont déclinés au travers d'un programme d'actions à mettre en œuvre ou à engager dans les 3 premières années de la charte. Certaines de ces actions peuvent avoir des incidences directes sur le développement et l'aménagement du territoire communal comme par exemple :

- Accompagner la restauration de la maison Agasso en vue de la création d'un lieu d'accueil thématique, témoin de l'époque de l'orpaillage traditionnel (action 3)
- Soutenir le projet communal de développement écotouristique (action 8)
- Concevoir et développer un accueil de scientifiques et de découverte sur le site des Monts Galbao (action 9) / Faire du Mont Galbao un site de référence scientifique (action 18)
- Accompagner la mise en œuvre du projet « tourisme et handicap » (action 10)
- Développer des outils d'interprétation des patrimoines naturels, paysagers et culturels en lien notamment avec le réseau de sentiers (action 25)
- Etudier les possibilités de valorisation en agroforesterie du Cèdre Sam (action 28)



2d | Le patrimoine architectural

Les modèles architecturaux de Saül peuvent être déclinés selon trois types dominants :

- les bâtiments publics,
- les maisons traditionnelles créoles,
- les constructions récentes.

► Les bâtiments publics



Les bâtiments publics sont réalisés selon les modèles de l'architecture du littoral. Ces constructions se différencient des constructions traditionnelles d'habitation aussi bien par leurs techniques constructives, que par le processus de leur conception. Seuls les bâtiments publics ont été réalisés suivants des plans précis et par des ouvriers qualifiés. Ce groupe rassemble la Mairie, le bâtiment polyvalent du conseil Général, l'église, le presbytère et l'ancienne gendarmerie. Correspondant peu au langage architectural propre à Saül, il serait souhaitable de privilégier des modèles architecturaux qui pourraient plus facilement s'adapter au paysage du bourg.

► Les maisons traditionnelles créoles



Les maisons traditionnelles créoles sont construites intégralement en bois et basées sur des trames constructives systématisées (largeur = hauteur, longueur = 5/3 largeur). Elles sont isolées du sol par des pilotis en bois d'environ 50 centimètres de haut. Les parois extérieures sont réalisées en fines planchettes de bois fendu (gaulettes), puis tressées pour former des panneaux finis de 90 centimètres de largeur en moyenne. La toiture à deux pans est traditionnellement construite en bardeaux de wapa fendus ou en feuilles de palmier waï. Aujourd'hui les tôles ondulées ont remplacé ces couvertures traditionnelles qui nécessitaient une charpente plus lourde et un savoir-faire plus important. A noter aussi que la plupart des anciennes maisons a fait l'objet d'extensions successives dissimulant leur état initial

(rajouts de pièces, chambres, douches ou cuisines).

Aujourd'hui, ces maisons traditionnelles sont en nombre restreint sur la commune. Elles sont tour à tour démolies ou laissées à l'état de ruine.

► Les constructions récentes



Les constructions récentes ont été édifiées depuis une vingtaine d'années par de nouveaux arrivants ou destinées aux bâtiments à usage collectif (boulangerie, office de tourisme, auberge de jeunesse...). Ces constructions sont d'un type architectural hybride, métissage de la tradition formelle et constructive créole et la culture occidentale.

L'enjeu serait idéalement de promouvoir un modèle architectural d'une facture résolument contemporaine, nourrie des principes constructifs et matériaux locaux. A ce titre, une étude de faisabilité pour un habitat adapté au bourg de Saül a été réalisée en 1999 par le Pact pour le compte de la DEAL dans le cadre de la programmation LBU 1998. Deux architectes associés ont ainsi proposé une étude de modèles architecturaux déclinables selon différents exemples d'organisation.

► L'église Saint-Antoine de Padoue



L'église Saint-Antoine de Padoue est le bâtiment majeur de Saül. L'édifice est devenu l'image marquante de l'identité de Saül, associée à celle de l'orpailage.

L'église Saint-Antoine de Padoue est classée en totalité comme Monuments Historiques depuis 1993 (arrêté préfectoral n°MH. 93-imm.009 du 11/02/1993).

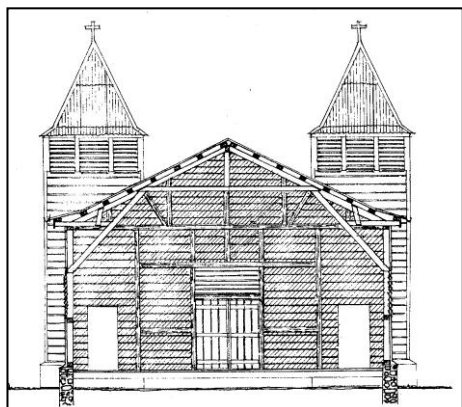
📖 Se reporter aux pages « Classement de l'église Saint-Antoine de Padoue » dans Chapitre : La prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique.



L'église a été conçue par l'architecte Claude Martin en 1951 à la demande de Monseigneur Didier et du Bureau Minier Guyanais. Elle a été construite avec les dons des orpailleurs et avec leur main d'œuvre gratuite. En raison d'une maladie, Claude Martin n'a pu suivre le chantier, et se rendre à Saül. L'édifice a été construit en simplifiant le projet original, avec des charpentiers de Cayenne et de Saül, sous la surveillance des curés de la paroisse, les abbés Bazi et Didier. L'évêque qui connaissait le travail du bois a été le maître d'œuvre de la construction. Les hommes ont été pris sur place (ils sont plus ou moins charpentiers). L'église a dû être construite en environ 10 mois.

Les matériaux de constructions industrialisés ont été envoyés sur place par pirogue : ciment, tôle, métaux. Le bois a été exploité sur place : la structure en charpente a été posée immédiatement après l'exploitation du bois vert. Les menuiseries intérieures tels que les planchers ou les bardages ont dû, par contre, sécher pour éviter leur retrait. Un ingénieur de la DDE avait donné les plans de ferrailage mais il n'est pas sûr que les fondations en gros béton aient été réalisées selon ses calculs.

La construction a commencé en 1951 avec des matériaux importés: ciment, vis en acier, clous, pointes, serrure, gonds, tôles de couverture. Il n'y avait pas de charpentier professionnel à Saül et des outils simples (pinacle, fils à plomb, marteau, lunettes) ont aussi été expédiés.



L'église a été restaurée en 1995 avec l'aide du régiment du service militaire adapté sous la conduite de l'architecte en chef des monuments historiques qui aura lors de l'un de ses déplacements réalisé l'aquarelle de la couverture de ce rapport. Tous les matériaux ont été transportés par l'avion

Transal de l'Armée de l'air. La réalisation d'une telle restauration souligne les difficultés que rencontre une commune aussi enclavée que Saül.

L'église est composée d'une seule nef rectangulaire, d'une sacristie à l'extrémité Nord, d'un chevet, d'un porche sud encadré de deux tours de plan carré. Le plancher de l'ensemble est légèrement surélevé par rapport au sol extérieur. L'édifice est entièrement construit en bois de charpente extrait sur place et posé sur des longrines en béton.

Le grand entrain, au niveau de la façade sud est habilement constitué de deux pièces de section 9,5 x 14,5 cm assemblées à trait de Jupiter. Le bois utilisé est le wapa.

La nef est composée de neuf travées couvertes en charpente, assemblées, à tenons et mortaises cloués ou chevillés avec jambes de force et faux-entrains moisés.

Une dernière travée correspond à la sacristie séparée de la nef par une cloison verticale en planches. Toutes les pièces extérieures sont composées de larges planches. Sur chaque façade, quatre fenêtres rectangulaires, de forme allongée, sont fermées par des jalousies.

Une toiture à deux versants avec croupe ; Nord-Est couverte de plaques de tôle ondulées.

La chambre des cloches à l'étage, est fermée par des jalousies. Une croix en bois les surmonte.

2e | Le patrimoine archéologique



La carte archéologique de la commune de Saül, réalisée par le Service Régional de l'Archéologie de la DAC, recense à ce jour 84 sites ou indices de sites archéologiques. On signalera qu'un certain nombre de sites à polissoirs amérindiens est localisé sur ou à proximités de sentiers de randonnées pédestres et qu'ils pourraient bénéficier d'une signalétique spécifique. Le site des polissoirs de la Crique Belvédère (photo ci-contre) compte à lui seul 198 polissoirs dispersés sur environ 20 mètres de rivière.

Plus généralement, la présence de sites archéologiques sur certains secteurs pourrait permettre d'envisager sinon leur mise en valeur, tout au moins de mettre en place *in situ* une action durable de sensibilisation à l'archéologie et plus largement au patrimoine de la commune.

2f | Une candidature en cours au label « Pays d'art et d'histoire »

Saül est candidate à l'obtention du label « Pays d'art et d'Histoire » (délibération du conseil municipal du 16 juillet 2013). La commune est accompagnée dans cette démarche (préparation d'un dossier de candidature...) par le PAG, en collaboration avec la DAC.

Conscientes des enjeux que représentent l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, et les visiteurs, il s'agit pour les collectivités candidates de s'engager dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien et à la qualité architecturale et du cadre de vie. Le terme de patrimoine doit être entendu dans son acception la plus large, puisqu'il concerne aussi bien l'ensemble du patrimoine bâti que le patrimoine naturel, ainsi que la mémoire des habitants. Il s'agit donc d'intégrer dans la démarche tous les éléments qui contribuent à l'identité d'un pays riche de son passé et fort de son dynamisme.

Cette démarche volontaire se traduira par la signature d'une convention « Pays d'art et d'histoire », élaborée dans une concertation étroite entre le ministère de la Culture et de la Communication (directions régionales des affaires culturelles et direction générale des patrimoines) et la commune, définissant des objectifs précis (améliorer la qualité de l'environnement bâti par le respect de critères d'embellissement et d'esthétique...) et comportera un volet financier (des financements spécifiques pourront être alloués pour les travaux de mise en œuvre).

3 | LES DONNEES HISTORIQUES

Auparavant parcourues par les Indiens Emerillons, les régions du Haut Approuague et de Saül ont fait l'objet, à la fin du XIX^e siècle, d'une véritable ruée vers l'or. En 1910, un artisan mineur Saint Lucien du nom de « Sahul » découvrait en bordure de la crique Limonade, une montagne où l'or était abondant, c'était le filon Bœuf Mort. D'autres orpailleurs des modestes mais nombreux placers qui se succédaient le long de la Haute Mana, vinrent alors le rejoindre sous l'impulsion d'un ecclésiastique : le révérend père Didier. Jusqu'en 1920, les législateurs miniers censés délivrer des permis officiels tinrent compte de la pauvreté des orpailleurs et remplacèrent ces actes par des contrats passés entre les concessionnaires et les orpailleurs en échange de redevances. La crise économique des années 1930 poussa certains antillais (Saint-Luciens, Dominicains) à quitter leurs îles pour venir chercher fortune en Guyane et de ce fait participèrent à la croissance du bourg de Saül. Ainsi, du rassemblement de quelques carbets, on passa dès le milieu des années 1930 à un village, essentiellement peuplé de miniers d'origine antillaise (Saint-Luciens, Dominicains), qui prit le nom de son fondateur.

En 1936, le révérend père Didier, après avoir longtemps effectué une action itinérante dans les villages miniers de la haute Mana, décida de s'installer à Saül. En 1938, il y fit construire une église et les orpailleurs créoles, catholiques pour la plupart n'hésitaient pas à parcourir des distances de vingt à trente kilomètres pour venir assister aux messes dominicales de ce « curé de brousse ». Le révérend père Didier instaura un état civil et, grâce à l'appui de quelques notables, réussit à rétablir la paix et l'ordre par une volonté unanime. En 1940, l'ouverture d'une école à Saül y attire les familles, puis, avec la baisse des rendements aurifères, les orpailleurs se reconvertissent progressivement dans l'agriculture et n'ont alors plus aucune raison de vivre isolés au fond des bois. C'est donc tout naturellement, mus par un instinct grégaire, qu'ils se rassemblent dans le bourg de Saül (Vignon, 1985). Le père Didier créa, également, une caisse de solidarité pour les orpailleurs, et contribua au développement d'une agriculture de base qui passa progressivement du rang d'activité secondaire à celle d'activité principale. Les rôles d'organisateur et de gérant des affaires communales du révérend père Didier eut entre autres, comme répercussion de structurer une population croissante qui passa de 47 habitants en 1936 à 153 en 1944.

Au cours des deux décennies qui suivirent la départementalisation, les Créoles abandonnèrent progressivement et définitivement la plus grande partie de leurs implantations minières de l'intérieur. L'amorce de désenclavement du bourg avec l'ouverture de la piste de Bélizon par le Bureau Minier Guyanais (organisme dont est issu l'actuel BRGM) incita quelque peu les habitants à quitter la commune pour s'installer sur le littoral où les conditions de vie étaient considérées comme meilleures. A cela s'ajouta en 1954, l'aménagement d'une piste d'aviation située à environ deux kilomètres du bourg, sur un petit plateau entouré de montagnes. A Saül, la fermeture de l'église, avec le rappel du père Didier par son évêque en 1960, s'accompagna bientôt de celle de l'école qui confirma le déclin du bourg. On ne compte plus que 70 habitants en 1975, 42 en 1979 et 40 en 1982.

A partir du début des années 1990, le bourg retrouve un nouveau souffle avec l'arrivée de nouvelles populations. Tout d'abord, des Hmong, originaires du village de Javouhey, arrivent à Saül en 1994, pour développer une activité agricole sur une terre réputée fertile. Ils desservent un petit marché de produits vivriers, légumes et fruits. Ensuite, des Saramaka, originaires du Surinam voisin, arrivent en 1996 employés par le Conseil Général afin d'effectuer des travaux d'abattage et de constructions de bois pour le compte du département. C'est ainsi que les recensements de l'INSEE dénombrent en 1990, 63 habitants et en 1999, 160 soit le record du pourcentage d'augmentation entre les deux derniers recensements avec 254 %.

Au début des années 2000, la population communale souffrant de diverses défaillances de la desserte aérienne, régressa de nouveau pour aboutir à un petit groupe d'irréductibles toujours resté dans le bourg et évitant ainsi sa totale disparition. Ainsi, certaines familles Hmong confrontées aux difficultés d'écoulement de leurs produits n'ont pu poursuivre leur activité et quittèrent la commune.

Depuis les années 2010, l'image extérieure de la commune s'est considérablement améliorée : les orpailleurs ne sont plus visibles dans le secteur du bourg, et Saül est devenu une des principales destinations de tourisme vert en Guyane (randonnées...), les activités économiques se structurant progressivement autour de ce secteur porteur d'emplois (guides, gîtes...).

La commune connaît une forte attractivité, avec de nombreuses demandes d'installation non satisfaite à ce jour par manque de foncier équipé disponible (résidences secondaires, nouveaux résidents, projets agricoles...).

4 | LE SITE ET L'OCCUPATION HUMAINE

4a | L'analyse urbaine du bourg de Saül

► Structure urbaine du bourg



La commune de Saül ne comprend qu'un unique pôle de peuplement, entouré de hautes collines. Le bourg est implanté en contrebas du Mont Bœuf Mort sur une terrasse à la côte moyenne de 200 m, l'isolant ainsi des zones inondables.

Sans plan préétabli, la forme urbaine du village répond à des logiques géographiques et d'usages des familles d'orpailleurs venues s'implanter à partir de 1910. Elle est composée sur un plan plus ou moins orthogonal et régulier suivant les caractéristiques topographiques et naturelles du terrain.

Selon une forme radioconcentrique d'un diamètre d'environ 500 mètres, le bourg s'étend le long de plusieurs axes ou chemins permettant la desserte d'espaces agricoles situés en périphérie du bourg. Les constructions sont implantées sur des parcelles arborées relativement grandes, conférant au tissu urbain du bourg un caractère aéré. Au-delà des limites de l'espace central du bourg, les habitations et constructions diverses (espace de rangement des outils, abris...) se raréfient et sont établies en liaison avec leurs abattis respectifs.

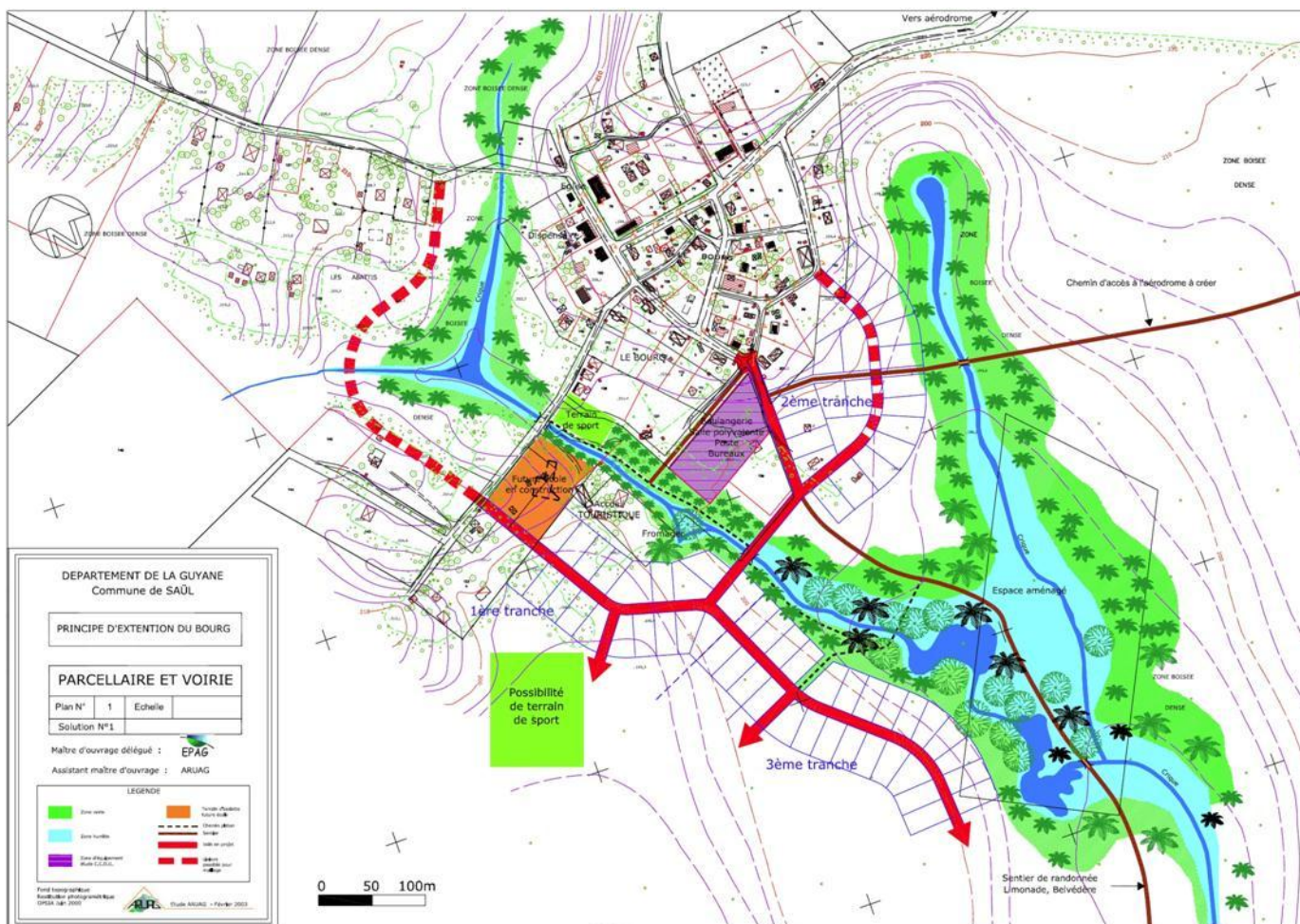
Les rues et les chemins sont le résultat des axes de circulation et de desserte des différentes habitations.

► Projets d'aménagement

En 2004, une étude d'urbanisme et de viabilisation a été conduite par la Mairie et l'Etablissement Public d'Aménagement de la Guyane (EPAG) afin de constituer un programme de développement du bourg de Saül. L'objectif est de créer selon respectivement trois tranches : 19, 23 et 27 nouveaux logements soit au total près de 70 nouvelles constructions.

La carte communale de Saül propose de reprendre les principes d'aménagement de cette étude afin de rendre constructible le secteur proposé et identifié comme propice à l'extension du bourg. Le site proposé est localisé au Sud du bourg actuel, recouvert d'une végétation dense et bordé d'une crique. Les conditions d'extension de l'espace bâti sont limitées par les éléments naturels du site : topographie, hydrographie... La recherche d'une densité voisine de celle de l'extension Nord-Est du bourg ancien favorise l'intégration du projet d'aménagement dans le milieu naturel.

Puis, le bourg offre actuellement, une occupation bâtie relativement diffuse présentant de nombreuses «dents creuses» ceci constituant des possibilités de densification qui pourront permettre à court terme l'accueil de nouvelles constructions.



► Projets d'aménagement d'espaces paysagers et d'espaces récréatifs au bourg

Le PAG a réalisé une étude préalable pour l'aménagement de certains espaces, en lien avec le projet urbain défini par l'étude du PAG :

- une promenade des palmiers (sur le début de la piste reliant le bourg à l'aérodrome, environ 100m après la partie agglomérée) ;
- un parcours de découverte le long de la piste reliant le bourg à l'aérodrome ;
- un jardin convivial (site au nord de la mairie et du dispensaire).

L'organisation et la mise en œuvre de ces projets restent encore à définir.

4b | L'habitat, le logement, le foncier

► Généralités sur l'habitat

D'après les données de l'INSEE, la commune de Saül comptait en 2010, 115 logements dont 75 résidences principales (soit 65 % du parc), 40 résidences secondaires et logements occasionnels et aucun logement vacant. Entre 1999 et 2010, 55 logements ont été construits, soit près d'un doublement du parc en 11 ans : la grande majorité concerne des résidences secondaires et logements occasionnels (représentant 35% du parc en 2010, alors qu'il n'y en avait pas en 1999).

Le taux moyen d'occupation des logements était de 2 personnes en 2010 contre 2,9 en 1999.

Le parc de logements de Saül en 1990, 1999 et 2010

	1990	1999	2010
Résidences principales	35	55	75
Résidences secondaires Logements occasionnels	0	0	40
Logements vacants	2	5	0
TOTAL LOGEMENTS	37	60	115

Sources : INSEE - 1990, 1999 et 2010

► Typologie de l'habitat

Les constructions les plus répandues sont des maisons traditionnelles légèrement surélevées à quarante centimètres du sol environ. Le bois reste privilégié pour les soubassements (les pilotis), la structure, le plancher et les murs (en gaulettes) parfois même pour le toit (en bardeaux). Mais généralement, la toiture est une couverture de tôles ondulées.

Les arbres nécessaires pour le bois de construction sont abattus en forêt et sciés sur place en utilisant la technique dite de la « gruminette » (tronçonneuse reliée par des tiges filetées à un guide qui donne l'épaisseur de la coupe. La tronçonneuse est alors passée le long du fût abattu pour le débiter en planches).

Un plan de gestion forestière pour organiser les prélèvements autour du bourg est en cours (ce dernier, élaboré par l'ONF en lien avec le PAG, contiendra un volet connaissance sur les essences en bois et leurs usages en architecture ainsi que la transmission des savoir-faire).

Pour l'instant, les constructions en ciment et parpaings sont inexistantes, sans doute en raison du coût de transport prohibitif.

► Etat de l'habitat et confort des logements

La majorité des logements est composée de trois pièces. Bien que présentant une situation nettement meilleure que celle de 1999, on constate en 201 que 56,2 % des résidences principales ne sont pas dotées du confort sanitaire : 42 résidences principales ne possèdent ni douche, ni WC à l'intérieur. En revanche, on note une excellente desserte électrique des logements avec 84,9 % des résidences principales ayant l'électricité.

Les résidences principales de Saül selon le confort en 1999 et 2010

	Résidences principales	% avec électricité	% avec douche ou baignoire, et WC à l'intérieur
1999	55	90,9	29,1
2010	75	84,9	43,8

Sources : INSEE - 1999 et 2010

► Le foncier

Une grande majorité du territoire communal n'est pas cadastrée, les terrains sont donc propriétés de l'Etat. Seuls le bourg, quelques abattis et le secteur de l'aérodrome sont cadastrés.

Un état des lieux de 2008 montre qu'hormis 29 parcelles privées, six propriétaires ont pu être recensés : l'Etat (83 parcelles), la commune de Saül (4 parcelles), le Bureau des Recherches Minières de Guyane (BRGM) (2 parcelles), France Télécom (1 parcelle), le Ministère de la Défense (1 parcelle) et le Syndicat ecclésiastique de la Guyane (1 parcelle).

De nombreuses demandes d'acquisition de terrains à bâtir sont enregistrées par la Commune (aux environs d'une cinquantaine). Il s'agit principalement de populations désireuses de s'installer de manière pérenne au bourg de Saül, d'autres souhaitant jouir des qualités de vie du bourg pour y installer leur résidence secondaire et enfin d'anciens habitants partis hier sur le littoral et aujourd'hui en quête d'un paisible lieu de retraite.

Dans ce contexte, la Commune a récemment formulé une demande d'acquisition des propriétés de l'Etat afin, par la suite, de les rétrocéder à leurs occupants et constituer des réserves foncières destinées à l'habitat, aux services et équipements.



4c | Les réseaux

► Les accès au bourg

Saül, de par son enclavement au cœur de la forêt apparaît comme l'une des communes les plus difficiles d'accès, et aux voies de communication les plus réduites.

Avant que les liaisons routière puis aérienne ne soient établies, c'était par les fleuves Mana jusqu'au dégrad Blanc, par l'Inini via les criques Limonade et Nouvelle France, ou par l'Approuague jusqu'au dégrad Carbet Maïs, que l'on parvenait jusqu'au bourg. Mais ces voies d'accès étant assez éloignées (Carbet Maïs - Bourg : 22 km, dégrad Blanc - Bourg : + de 30 km, dégrad Eaux Claires - Bourg : 10 km), il fallait encore compter de nombreuses heures de marche avant d'atteindre le Bourg de Saül. Ce qui rendait le transport de fret particulièrement difficile.

En 1952, une piste forestière reliant Saül à Bélizon (150 km) fut aménagée par le Bureau Minier Guyanais (organisme précédant l'actuel BRGM). Dès les années 1960, elle sera laissée à l'abandon. En 1975, elle fut réouverte avec le passage de jeeps, récemment des passionnés de VTT ont refait le trajet en quelques jours. Aujourd'hui, la piste de Bélizon est essentiellement fréquentée par des orpailleurs. A noter qu'entre Saül et Maripasoula, de nombreux tronçons de pistes sont également empruntés par les orpailleurs permettant ainsi de relier le littoral à Maripasoula via Bélizon, puis Saül avec de gros engins tout terrain.

Dans le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) approuvé en 2002, le principe d'une voie de désenclavement de l'intérieur guyanais reliant Maripasoula à Cayenne en passant par Saül et Bélizon a été acté et dessiné. Ce principe a également été repris dans les orientations du SAR révisé arrêté le 15 janvier 2014.

► La desserte aérienne

L'ouverture de la piste d'aviation en 1954 a permis de moderniser et rationaliser le transport de personnes et de marchandises à destination de Saül.

Il s'agit d'un aérodrome agréé à usage restreint : celui-ci est réservé aux compagnies aériennes assurant les liaisons intérieures de la Guyane et à l'utilisation permanente des hélicoptères. Actuellement, le bourg est desservi par la compagnie Air Guyane. Le fret, lorsqu'il dépasse les poids et volumes que les avions réguliers ne peuvent acheminer, est transporté par le Transal de l'armée.

La piste d'aviation est recouverte de latérite compactée et mesure un peu plus d'un kilomètre de long. Elle est située à environ deux kilomètres du bourg, sur un petit plateau entouré de montagnes. Aux abords de la piste, un bâtiment sert de local technique et d'abri pour les voyageurs. Un véhicule communal se charge habituellement du transport des bagages, des marchandises et des voyageurs depuis l'aéroport jusqu'au bourg. Ce service de transport assuré par un minibus est un service gratuit offert par la municipalité.

Faute de financements (difficultés d'acheminement de matériaux extérieurs, réglementations contraignant l'extraction de matériaux sur place...), les travaux nécessaires à la remise en état de la piste n'ont toujours pas été effectués. L'entretien de cette piste, élément essentiel au désenclavement de la commune, revêt pourtant un enjeu fort pour l'avenir de la commune (développement de l'activité agricole et du tourisme).

L'adaptation de la desserte aérienne aux activités touristiques représente un enjeu pour le développement de cette filière économique.

► La voirie du bourg



Le réseau viaire est constitué de pistes en latérite généralement réduites au minimum (largeur comprise entre 3 et 6 mètres). En saison des pluies, celles-ci deviennent difficilement praticables. Seuls quelques engins motorisés de type quad les utilisent. De nombreux chemins piétons de fait traversent des parcelles occupées permettant ainsi de relier les différentes pistes longeant les habitations.

La piste principale du bourg rejoint l'aérodrome situé à environ trois kilomètres au Nord-Est. Un peu avant celui-ci, elle bifurque vers le Nord-Ouest, en direction du site d'accueil touristique des Eaux Claires.

Un projet de recouvrement de la voirie du bourg est à l'étude par la DEAL (source : subdivision de Kourou). La latérite qui transforme durant la saison des pluies les rues en véritables bourbiers devrait être remplacée par un matériau mixte (latérite et ciment) solide et résistant. Un premier essai a été réalisé mi 2008 sur la tranche entrée du bourg / Mairie. La mise en œuvre de ce nouveau procédé n'a pas été étendue car des tests effectués en 2012 se sont avérés peu concluants.

► L'alimentation en eau potable



En septembre 2007, une campagne de recherche en eau souterraine a été menée afin de remédier aux problèmes liés aux trois captages collinaires du bourg (Bon Accord, situé à environ un kilomètre au Nord de Saül, Albina et Trou Crapaud, situés en direction de la piste Bélizon) qui assuraient jusqu'à la mise en fonction du nouveau forage l'alimentation en eau potable.

Ainsi, un nouveau forage, ainsi qu'un nouveau réservoir, ont été réalisés au-dessus de l'ancien réservoir du bourg, dans une partie basse d'un talweg assez prononcé au fond duquel coule une crique non pérenne. Un périmètre de protection immédiat et rapproché du forage ont été déterminés après avis d'un hydrogéologue.

📖 Arrêté de Déclaration d'utilité Public relatif au forage consultable dans La partie prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique 5e.

Devant la nécessité d'anticiper les difficultés techniques d'entretien des réseaux sur cette commune isolée, à la demande de la municipalité, les anciens captages, bien que n'étant plus utilisés depuis, sont toujours entretenus et conservés en état de fonctionnement afin d'assurer provisoirement le relai en cas de défaillance technique du forage.

Un projet de renforcement des capacités du réseau actuel qui permettrait d'anticiper les besoins à 2020-2025 est en cours d'étude, il s'agirait d'un 2ème forage à proximité de l'actuel.

► Les eaux usées

Le bourg de Saül ne dispose d'aucun dispositif d'assainissement collectif des eaux usées. Chaque habitation évacue ses eaux usées, soit dans des réservoirs faisant office de puits sans fond, soit directement dans le milieu naturel.

Le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) recommande une réhabilitation à moyen terme de la plupart de ces installations d'assainissement non collectifs :

- 21 % sont à réhabiliter d'urgence ;
- 75 % sont à réhabiliter à moyen terme ;
- 4 % sont en bon état.

Le zonage d'assainissement du SDA (voir carte ci-après) prévoit le maintien de l'assainissement non collectif sur toute la Commune. Le choix de maintenir l'assainissement individuel sur l'ensemble de la commune de Saül implique que l'ensemble des installations actuellement en place soit conforme et en bon état de fonctionnement. Des réhabilitations devront donc être entreprises sur les installations existantes.

En outre, la commune devra mettre en place un Service Public d'Assainissement Non collectif (SPANC) afin d'accompagner les particuliers dans leur travaux de réhabilitation et de création d'installation mais également d'effectuer au minimum sa compétence obligatoire de contrôle de l'ensemble de ces installations. Elle pourra également si elle le choisit organiser l'entretien et la réhabilitation des installations et la gestion des matières de vidange.

► Les eaux pluviales

Il n'existe actuellement pas de réseau d'eaux pluviales. Seuls quelques fossés bordent certaines voies du bourg.

COMMUNE DE SAÛL

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

Maintien de l'assainissement non collectif sur toute la commune

FILIERES PRECONISEES DANS LE CADRE DU SDA
pour la gestion des eaux vannes

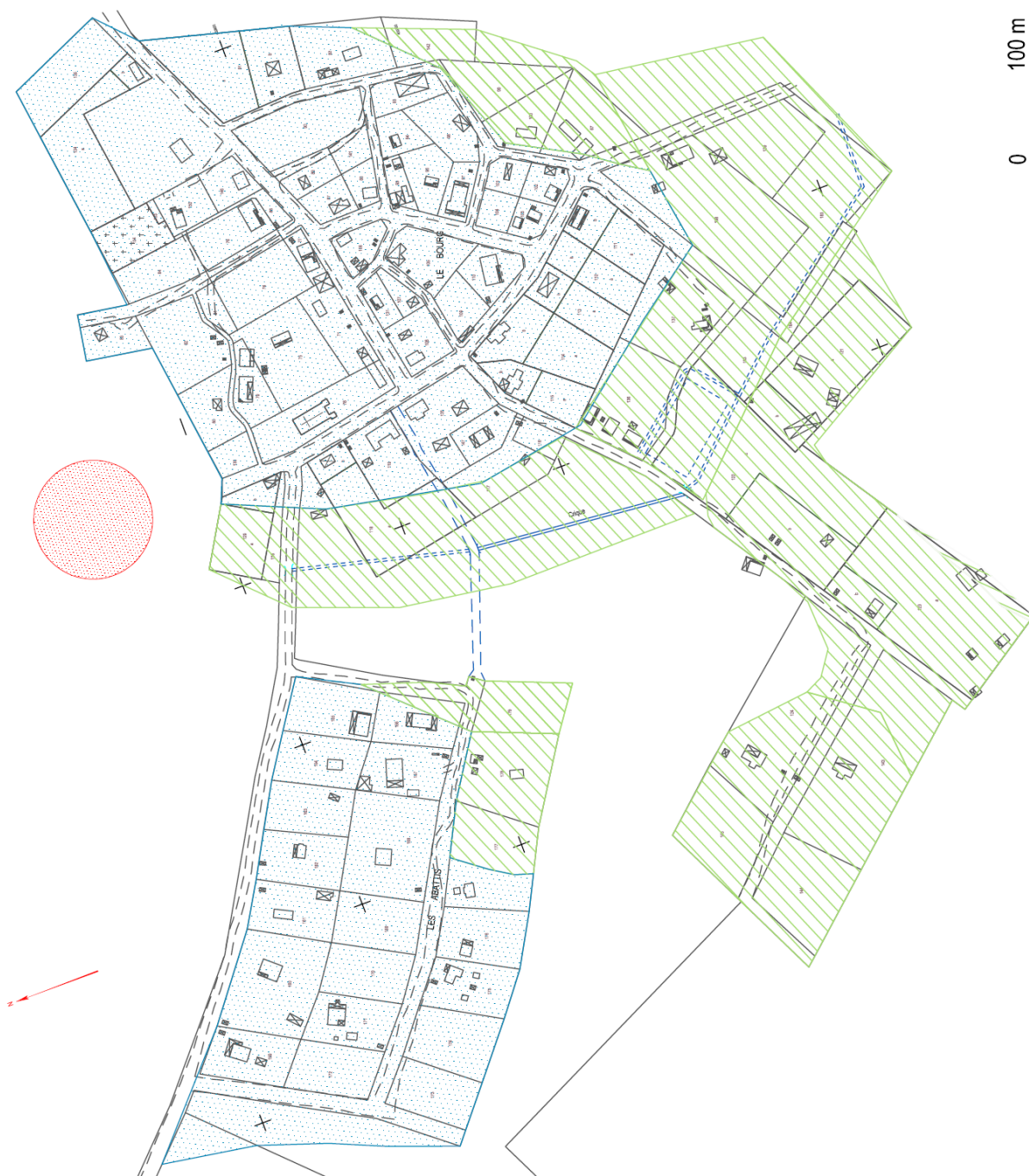
Filières conventionnelles réduites

Tranchées d'épandage

Filtre à sable drainé

Ou toilettes sèches

Assainissement impossible



Maitre d'ouvrage : Commune de Saül



Assistant conseil : DAF Guyane

Réalisation :



MAE-PAE Degrad des cannes N°6
97354 Rémire Montjoly-0594 281337

50, rue Occult Mauzole
97300 Cayenne-0594 304926

AOUT 2010

Echelle : 1/2500

► Les eaux de baignade

Il n'existe pas à l'heure actuelle de site officiel de baignade. Cependant, les sites de « Point chaud » et « Courant doublé », localisés sur le sentier Roche bateau font l'objet régulier de ce type d'usage. Le site des « Eaux claires », situé à 4 km au nord du bourg, et le site de la crique Limonade sont occasionnellement fréquentés - la crique Limonade est le seul cours d'eau navigué par les habitants de Saül-. Les installations environnantes ne devront pas générer de rejet d'eaux usées dans ces sites. Précisons que le site de « Point chaud », situé à environ 6 km du bourg (et 1 km du gîte Kanawa et du lieu-dit Popote) représente un agréable lieu de baignade qu'il conviendrait de protéger et mettre en valeur compte tenu de la rareté des sites d'eau autour du bourg.

► Les déchets

La décharge actuelle, située à l'entrée du bourg, est exploitée sans autorisation, elle doit faire l'objet d'une suppression en faveur d'un site de traitement autorisé ou d'une mise en conformité.

Une étude de faisabilité datant de 2002 a permis d'identifier un site potentiel d'implantation d'un nouveau centre de stockage des déchets. Le site étudié est situé en bordure de la piste du Carbet Maïs à environ 100 mètres de l'intersection entre cette dernière et la piste qui relie l'aérodrome au bourg de Saül. La distance entre son extrémité Sud-Est et la piste d'atterrissage est d'environ 500 mètres. L'implantation humaine la plus proche est une concession agricole située à environ 400 mètres au Nord-Est du site étudié.

Le document graphique de la carte communale devra donc geler l'urbanisation dans un rayon minimum de 200 mètres autour des sites de la décharge existante et du futur centre de stockage des déchets de Saül.

► L'électricité



Le réseau électrique, assuré par un dispositif mixte photovoltaïque - diesel exploité par EDF, couvre l'ensemble des habitations du bourg. EDF qui sous traite la maintenance des installations photovoltaïques à l'entreprise TENESOL.

En 1998, une 1^{ère} opération d'électrification a permis d'alimenter le bourg grâce à 45 installations photovoltaïques individuelles de 600 Wc et une centrale thermique collective de 78 kVA. Ce groupe électrogène, situé derrière la Mairie, est démarré le soir vers 19 h afin d'apporter un complément d'énergie aux usagers lors des pics de consommation. En 2003, 28 autres panneaux solaires individuels de 1 200 Wc ont été installés.

D'un point de vue esthétique, la technologie solaire a été intégrée à l'architecture traditionnelle. Les équipements électriques (batteries, onduleur, automate, compteurs, protections) sont placés dans de petits carbet en gaulettes sur lesquels les panneaux solaires font office de toits.

Une réfection est actuellement pilotée par l'ADEME pour renforcer ce dispositif. Deux options sont envisagées : mettre en place une centrale photovoltaïque centralisée ou poursuivre une solution décentralisée telle que proposée aujourd'hui (carbet photovoltaïque).

La CCOG, la commune et EDF ont un projet de centrale hybride (photovoltaïque + thermique). Le choix du site initial (sur un terrain situé proche de la crique Grand fossé, derrière la mairie), a fait l'objet de discussions : la commune envisageait un projet de jardins et d'aménagements des berges difficilement compatible à proximité de ce projet, la DAC a fait part de son inquiétude à la commune sur l'impact visuel d'un tel projet depuis les hauteurs et la préoccupation de l'établissement public du PAG portait sur les éventuels impacts paysagers et sonores pour les habitants et pouvant nuire à l'attractivité touristique de la destination. Une implantation alternative, moins sensible au niveau paysager, a été depuis envisagée : le site retenu se situe à proximité de la boulangerie. L'opération devrait débuter à partir de 2015, la recherche de financements pour 2014-2020 étant à l'étude.

► Le téléphone, l'internet

Après la desserte aérienne, le téléphone et l'internet sont les seconds moyens de communication et d'information de Saül. Les liaisons téléphoniques par réseau satellitaire sont installées depuis 1993 au bourg de Saül. On compte seulement trois abonnés : la Mairie, le poste de santé et la cabine téléphonique. Depuis 2006, les liaisons téléphoniques ont été interrompues compte tenu des irrégularités de maintenance du matériel. Ainsi, par mesure de sécurité, divers habitants se sont munis de téléphones satellites.

Récemment, la connexion internet a été installée au bourg. Depuis 2011-2012, un nouvel opérateur (Wescom) a installé et entretient un réseau satellitaire permettant les connexions internet et téléphonique (via internet). De nombreux habitants de Saül sont abonnés à ce service, qui fonctionne de manière relativement satisfaisante malgré un débit de qualité variable.

4d | Les équipements

► Les équipements

Le bourg, seule implantation humaine de la commune, regroupe tous les équipements :

- une Mairie,
- un centre de santé (délocalisé pendant la durée des travaux dans le bâtiment anciennement occupé par la gendarmerie, le projet de nouveau bâtiment étant retardé)
- un bureau de poste,
- une antenne du Parc amazonien de Guyane (installés provisoirement dans les locaux municipaux de l'office de tourisme, projet d'installation des locaux sur l'emplacement de l'ancien BRGM au bourg toujours d'actualité)
- plusieurs structures d'hébergement touristique (auberge de jeunesse, carbets...)
- une maison de jeunes,
- un gîte communal, qui ne peut plus être considéré comme une structure touristique, car occupé par les gendarmes depuis plusieurs années
- une église,
- un presbytère,
- une boulangerie (mais fermée depuis plusieurs années, des travaux de réhabilitations seront sans doute nécessaires avant sa réouverture)
- des logements de l'armée de terre (capacité d'accueil de 35 places),
- un aéroport,
- un héliport,
- deux épiceries,
- des restaurants,
- un terrain de jeu,
- un plateau sportif (projet de réfection du revêtement en attente faute de financements).

A noter qu'un projet d'implantation d'une station-service est en cours de réflexion (lieu non déterminé) afin de pouvoir répondre aux besoins croissants des habitants et professionnels pour développer leurs activités (agriculteurs...).

► Les établissements scolaires

L'école élémentaire publique du bourg de Saül accueille 18 élèves pour 1 classe à la rentrée scolaire de 2013. Cette classe unique regroupe les niveaux maternelle et primaire :

- 2 élèves en petite section,
- 3 élèves en moyenne section,
- 3 élèves en grande section,
- 3 élèves en CP,
- 4 élèves en CE1
- 2 élèves en CE2,
- 1 élève en CM1

A la rentrée 2007, il n'y avait que 11 enfants. Cet accroissement important du nombre d'élèves justifie aujourd'hui la relance du projet de création d'une école afin d'offrir de nouvelles capacités d'accueil des enfants et instituteurs. A cet effet, comme initialement projeté, pourrait être prévu un établissement comprenant deux classes et deux logements d'instituteurs à proximité du plateau sportif.

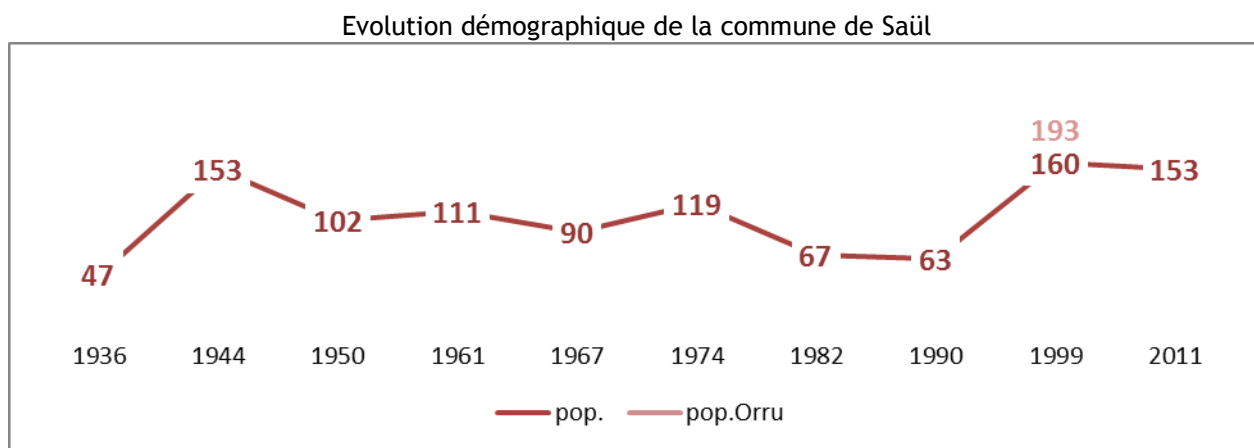
5 | SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- ✧ La commune de Saül est située au centre de la Guyane, au Nord-Est du Massif Central Guyanais, dans une région montagneuse très enclavée. Elle s'inscrit dans une géographie formée de reliefs fortement marqués variant - pour les plus élevés - entre 590 mètres pour le Pic Matécho et 775 mètres pour la Montagne Américain.
- ✧ Le territoire communal, berceau de plusieurs grands fleuves de Guyane (l'Approuague, la Mana et l'Inini) constitue le premier réservoir d'eau douce de la Région.
- ✧ Saül bénéficie d'un climat plus tempéré et plus salubre que l'ensemble du reste de la Guyane. La pluviométrie et les températures y sont sensiblement plus faibles.
- ✧ La commune, d'une superficie de 4 475 km², est entièrement recouverte de forêt. La végétation est d'une grande diversité, car les conditions physiques (relief, géologie, hydrologie, climat) y ont multiplié les biotopes : forêt de basse ou de moyenne altitude, de pentes ou de crêtes, forêt inondée et cambrouses, végétations spécifiques couvrant les inselbergs.
- ✧ Le territoire communal fait état de richesses faunistique et floristique remarquables justifiant son intégration à l'inventaire scientifique de connaissance des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Il inclut huit ZNIEFF (six ZNIEFF de type 1 et deux ZNIEFF de type 2).
- ✧ La création du PAG en 2007 représente pour Saül un outil de protection et de développement durable. La charte du PAG, à laquelle la commune a adhéré, et sa mise en œuvre au travers de la convention d'application visent à :
 - protéger à long terme l'état des patrimoines naturels exceptionnels présents sur ce territoire et notamment la qualité de la ressource en eau,
 - faire de Saül un lieu de référence pour la recherche scientifique et l'étude de la biodiversité amazonienne,
 - valoriser et transmettre les connaissances, les savoir-faire et l'histoire de Saül,
 - aménager des espaces de vie et de détente à l'attention des habitants mais aussi des visiteurs,
 - développer une offre écotouristique basée sur la randonnée pédestre et la découverte des patrimoines naturels et culturels de Saül,
 - et faciliter l'émergence d'activités économiques durables et de pratiques écoresponsables.
- ✧ Le bourg de Saül, unique pôle de peuplement de la commune, est implanté au pied du massif granitique du Mont Boeuf-Mort, sur le replat d'un éperon à une altitude de 206 mètres, entre les criques Mulet-Mort et Grand-Fossé.
- ✧ Saül, de par son enclavement au cœur de la forêt apparaît comme l'une des communes les plus difficiles d'accès, et aux voies de communication les plus réduites : le bourg est uniquement accessible par voie aérienne.
- ✧ Le bourg offre une forme urbaine peu dense répondant à des logiques géographiques et d'usages des occupants. Quelques «dents creuses» pourront constituer à court terme un potentiel d'accueil de nouvelles constructions liées aux habitations, services et équipements publics. A moyen terme, une extension du bourg pourra se développer au Sud avec une attention particulière visant à maintenir les qualités paysagères du site.

Chapitre 2 | Les prévisions de développement démographique et économique de la commune

1 | LE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

1a | L'évolution de la population communale¹



Source : INSEE, Sources : Insee, RP1967 à 1990 dénombremments, RP1999 , RP 2011 exploitations principales
Gély, 1983, Abonnenc et Huygues-Belrose, 1986, Orru, 1997b et 1999

Entre 1938 et 1940, la baisse des productions aurifères des placers situés autour de Saül et la construction d'une église (par le révérend père Didier) puis celle d'une école incitent les mineurs créoles à s'installer progressivement dans le village qui dénombre **47 habitants en 1936**.

Toutefois, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'espacement des livraisons de ravitaillement, les promesses de travail salarié et de meilleures conditions de vie sur le littoral, amorcent le début d'un inexorable exode rural. Ainsi, de **153 personnes recensées en 1944**, la population du bourg tombe à **102 habitants en 1950**. En 1954, la création d'une piste d'aviation pour désenclaver la région, inverse pour un temps les mouvements migratoires, puisqu'en **1961, on compte 111 habitants**, mais cette rémission ne dure qu'un temps, car, l'absence de réels débouchés économiques locaux, les coûts élevés d'exportation des productions agricoles face à la concurrence des exploitations côtières et surtout, le rappel du révérend père Didier, sont autant de signes annonciateurs de la désertion de ce bourg dont l'effectif total n'est plus que de **90 habitants en 1967** (Huygues-Belrose, 1988 ; Philomène Léon, 1990).

En devenant une commune administrative, l'espoir semble renaître puisque **le recensement de 1974 affiche une progression de plus de 30 %**, avec un solde migratoire positif et une population qui remonte à **119 habitants** (INSEE, 1990). Cependant, ce repeuplement de la commune est à considérer avec précaution et il semblerait à cette période, que de nombreuses personnes se soient faites recenser à Saül, sans toutefois y avoir leur résidence principale. Ainsi, le nombre d'habitants serait plus proche de 70 personnes pour cette période (Abonnenc & Huygues-Belrose, 1986).

En 1982, la courbe de la population est de nouveau à la baisse. Le recensement INSEE indique alors **67 habitants**, mais selon d'autres sources d'information, les effectifs sont alors d'une quarantaine de personnes (Gély, 1983 ; Abonnenc & Huygues-Belrose, 1986). Ainsi, les chiffres de l'année 1982, ne sont guère représentatifs de la situation et laissent supposer que la commune n'a pas fait l'objet d'un recensement systématique. En fait, dans les années 1980, les habitants de Saül n'y résident plus pour la plupart, mais y conservent une résidence secondaire.

Depuis le début des années 1990, la situation a considérablement évolué et la commune de Saül semble revivre d'un souffle nouveau. Cette hausse démographique récente est essentiellement à imputer aux mouvements migratoires. Ce repeuplement de la commune prend deux formes. Il concerne d'une part, le retour au pays de Créoles originaires de la commune et d'autre part, de nouveaux arrivants Hmong, Saramaka et Métropolitains aux motivations diverses (Orru, 1997d).

¹ En partie d'après : « Les communautés isolées de Guyane et la France, de la colonisation à la globalisation » - Thèse Jean-François Orru - 2001.
Commune de Saül | Carte communale | Rapport de présentation

Au recensement de 1999, l'INSEE a comptabilisé 160 personnes résidant dans cette commune. Là encore, ce chiffre est éloigné de la réalité, mais cette fois, il omet environ 25 % des habitants de la commune. Durant ses missions réalisées dans ce bourg, Jean-François Orru a effectué deux recensements systématiques des personnes résidant dans la commune. En 1996, son premier dénombrement a été établi et corroboré aux fiches scolaires, aux listes électorales et aux fiches de santé. Cette enquête a permis de dénombrier 175 habitants, dont 70 à 80 à l'intérieur du bourg. En 1998, lors de sa seconde mission, les effectifs ont été réactualisés, ce qui a confirmé la hausse de la population, avec 193 personnes comptabilisées (Orru, 1997d & 1999). Cette reprise des années 1990 n'est pas comme on pourrait l'imaginer due à la relance de l'activité aurifère, mais plutôt à une sorte de retour à la vie rurale qui s'affirme par une volonté de développer un produit économique axé sur l'écotourisme dans le but d'attirer les visiteurs à Saül.

En 2011, le recensement INSEE fait état de 153 habitants, soit une légère baisse (7 habitants de moins qu'en 1999).

Ainsi, la population semble avoir faiblement diminué d'après le recensement de l'INSEE de 1999, soit un taux de variation annuel moyen de -0,4% sur la période 1999-2011.

Taux de variation de la population de Saül

Période	1967 à 1974	1974 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2011	1999 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+4.1	-7.5	-0.8	+10.9	-0.3	-0,4
due au solde naturel en %	+0.6	-0.1	+0.2	+0.2	+0.9	NR
due au solde apparent des entrées sorties en %	+3.5	-7.3	-1.0	+10.7	-1.2	NR

Sources : Insee, RP1967 à 1990 dénombrements, RP1999, RP2010 et RP 2011 exploitations principales - État civil

Au-delà des données officielles de l'INSEE, il est à constater que la population du bourg de Saül connaît de **fortes variations saisonnières de ses effectifs** liées à trois facteurs :

- l'activité touristique de la commune ;
- les vacances scolaires ;
- la présence de forces militaires dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal.

Dans ce contexte, les enquêtes réalisées durant la 1^{ère} phase du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) ont permis de recenser en 2009 : **60 habitants permanents et un effectif maximum de 172 personnes supplémentaires, soit une enveloppe maximale de 232 personnes.**

1b | La composition et les origines de la population

Initialement composé d'orpailleurs créoles, pour la plupart originaires de Sainte-Lucie, le bourg de Saül a subi les tumultes de l'exploitation aurifère qui ont conduit successivement à des augmentations et des régressions du nombre d'habitants. Seul un petit groupe d'irréductibles est toujours resté dans le bourg évitant ainsi sa totale disparition.

A partir du début des années 1990, la population de Saül reprend peu à peu de l'ampleur, gonflée par une inversion du flux migratoire. Il s'agit premièrement de retour à la campagne de certains des résidents créoles qui s'étaient installés dans les villes du littoral. Parmi ceux-ci, il y a :

- des anciens, exilés pour des raisons de commodités à Cayenne ou dans les villes du littoral et qui sont revenus à Saül pour y passer une retraite paisible, loin des tumultes urbains ;
- certains des jeunes envoyés sur la côte pour y effectuer leur scolarité et qui sont eux aussi de retour.

D'autre part, on compte de nouveaux arrivants dont l'origine et les raisons de la migration sont très variées :

- des familles Hmong originaires de Javouhey, qui, du fait de dissensions avec les membres de leur communauté, ont choisi de s'installer à Saül en 1994 après l'obtention de concessions agricoles ;
- des Saramaka employés par le Conseil général déplacés avec leur famille de la commune de Saint-Élie vers la commune de Saül en 1996 ;
- quelques Brésiliens, orpailleurs clandestins venus prospecter les anciens placers, dès la fin des années 1980, et qui se sont finalement reconvertis dans des emplois locaux (coupe de bois, fabrication de planches...). Cela a été rendu possible grâce à une assimilation par la population (commande de travaux...) ;
- des Métropolitains aux parcours et aux motivations variés, mais tous à la recherche d'une existence plus proche de la nature.

Ainsi, dans les années 1990, c'est le groupe des Métropolitains qui compte le plus de membres, avec 34 % de la population, suivi des Hmong (28 %) et des Créoles (27 %) enfin, les Saramaka sont 8 % et les Brésiliens 3 %.

Dans les années 2000, la commune a connu une vague d'arrivée d'orpailleurs clandestins, dont la présence était visible au bourg et dans les secteurs proches, avec en conséquence une forte croissance de la représentation des Brésiliens liée au développement de l'orpaillage illégal dans la commune. De plus, les Hmong ont quitté progressivement le bourg au début des années 2000, leur activité, dépendante en partie de l'exportation de leur production vers le littoral, ayant souffert des dysfonctionnements de la liaison aérienne.

Les années 2010 ont été un tournant pour l'image de la commune, par le développement de l'activité touristique, ayant relevé le niveau de vie de la population (création d'emplois, meilleures rémunérations et possibilité d'activité secondaire liée au tourisme). Ce phénomène est concomitant avec la dispersion dans la forêt des orpailleurs, qui ne sont plus visibles au bourg.

Actuellement, les Métropolitains et les Créoles représentent la majorité de la population.

1c | La structure de la population

En 2010, les plus de 60 ans représentent 13 % de la population. Les enfants sont plus nombreux : la classe d'âge des moins de 14 ans atteint 24,5 %. La part des femmes est aussi à la hausse même si leur nombre reste à peine inférieur à celui des hommes (76 femmes pour 79 hommes en 2010).

1d | La population active

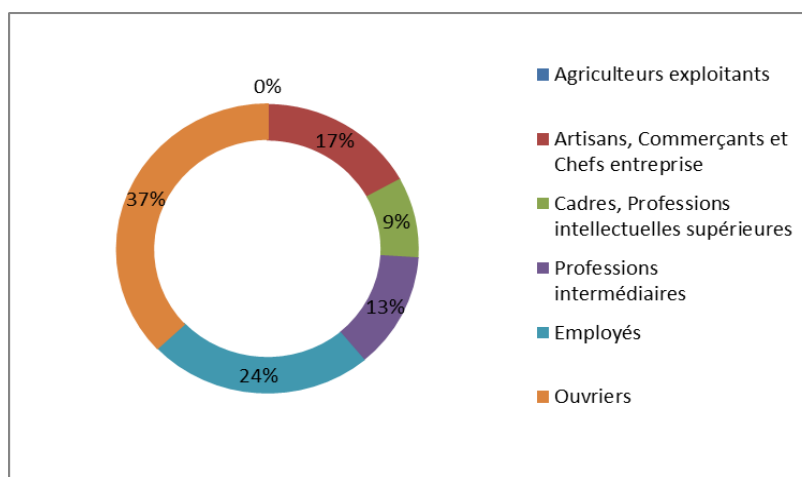
En 2010, chez la population en âge de travailler (15-64 ans), on recense 34 actifs ayant un emploi sur 155 habitants de la commune, avec 21 chômeurs. Le taux de chômage est en légère hausse 38.6% en 2010 contre 37, 7 % en 1999. Le taux d'activité des hommes est supérieur à celui des femmes ; Le taux de chômage est le plus important chez les femmes de moins de 25 ans.

	2010	1999
Actifs en %	55.3	69.0
actifs ayant un emploi en %	34.0	43.0
chômeurs en %	21.4	26.0
Inactifs en %	44.7	31.0
Ensemble	106	100

Sources : Insee, RP1999 et RP2010 exploitations principales

1e | Professions et catégories socio-professionnelles

En 2010, la catégorie socio-professionnelle la mieux représentée était les ouvriers suivis des employés (à eux deux, 61% de la population).



Sources : Insee, RP2010 exploitations principales

1f | Les perspectives d'évolution démographique

Trois hypothèses peuvent être proposées pour l'évolution de la population d'ici 2020 et 2025 (voir tableau ci-dessous). Elles correspondent à trois tendances :

- la première tendance vise à poursuivre une évolution démographique identique à la période 1999 - 2011 (recensements INSEE) : soit une stagnation voir une légère baisse de la population (variation annuelle de - 0,4%) ;
- la seconde tendance vise à prendre en compte les indices d'évolution démographique régionale (sur l'ensemble de la Guyane) constatés par l'INSEE sur la période 1999 - 2011 : soit une variation annuelle de + 3,6 %.
- la troisième tendance vise à prendre en compte la période des 20 dernières années, soit une variation annuelle moyenne de + 4,3% calculé entre 1990 et 2011.

En 2014, la population de la commune de Saül serait de 151 habitants selon la première tendance, 170 habitants selon la seconde tendance et de 174 habitants selon la troisième tendance.

En 2020, la population de la commune de Saül peut être évaluée à 148 habitants selon la première tendance, 210 habitants selon la seconde tendance et 223 habitants selon la troisième tendance.

En 2025, la population de la commune de Saül peut être évaluée à 145 habitants selon la première tendance, 251 habitants selon la seconde tendance et à 276 habitants selon la troisième tendance.

Perspectives d'évolution démographique de Saül

		1990	1999	2011	2014	2020	2025	2030
Tendance 1	INSEE 1999 et INSEE 2011 (taux de variation annuel de 0 % / an)	63	160	153	151	148	145	142
Tendance 2	INSEE 2011 et variation Guyane 1999/2011 (taux de variation annuel de + 3,6 % / an)	63	160	153	170	210	251	300
Tendance 3	INSEE 1990 et INSEE 2011 (taux de variation annuel de + 4,5 % / an)	63	160	153	174	223	276	340

Sources : RGP INSEE 1999, RPG INSEE 1999, RP INSEE 2011, estimations AUDeG 2014

2 | LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'économie de la commune est forcément restreinte de par la faiblesse de sa population et les contraintes d'accès.

Il coexiste aujourd'hui à Saül trois voies de développement économique :

- L'économie d'autoconsommation (agriculture, exploitation du bois et autres prélèvements de produits de la forêt), à préserver car elle représente encore aujourd'hui une part importante de la consommation des familles et parce qu'elle participe pour beaucoup à la mise en œuvre et à la transmission de savoirs et savoir-faire locaux ;
- La production de biens et de services pour les habitants ou les visiteurs se rendant à Saül : il s'agit bien évidemment des activités touristiques mais aussi des activités agricoles, forestières, artisanales qui trouvent des débouchés au sein de la population locale ou en lien avec le développement touristique (aménagements et constructions à visée touristique pour le bois, valorisation dans les hébergements et restaurants ou vente directe pour les produits agricoles et agrotransformés, etc.).
- la production de biens pour l'export vers le littoral, peu existante pour le moment et fortement contrainte par le transport (coût, logistique).

Les richesses minières restent particulièrement importantes induisant ainsi une large exploitation aurifère de cette région. Mais, c'est particulièrement le domaine du tourisme, souvent incompatible avec l'activité pré-citée, qui constitue un secteur économique actuel et en devenir, et générateur d'emplois et de retombées pour le bourg de Saül.

2a | L'exploitation du bois

Deux exploitants professionnels (abattage - sciage) travaillent actuellement sur la commune et répondent à des commandes publiques et privées.

De nombreux savoirs et savoir-faire locaux concernent l'exploitation, la transformation du bois et la construction bois. Le projet de construction d'un nouveau carbet communal, actuellement mené par la commune avec l'appui du PAG, de la DAC, du CIRAD et de l'ONF, doit contribuer à la transmission des techniques traditionnelles de construction bois (voir action n°7 de la convention d'application de la charte).

La commune a identifié un besoin de planifier l'exploitation de la ressource en bois pour satisfaire, de manière durable et cohérente, les besoins grandissants des professionnels et ceux des particuliers. Ces besoins doivent être satisfaits en permettant également les autres utilisations de l'espace comme le tourisme ou encore l'agriculture. C'est pourquoi, sur demande de la commune, un plan de gestion forestière a été réalisé par l'ONF avec l'appui du l'Etablissement public du PAG. Ce document est en cours de validation par la commune.

2b | L'exploitation minière

La commune de Saül témoigne encore de son passé de centre aurifère de la Guyane. L'or, découvert en 1910 par un artisan mineur Saint Lucien du nom de « Sahul » en bordure de la crique Limonade, fait aujourd'hui l'objet de multiples exploitations légales et clandestines.

Le Conseil municipal a pris :

- une première délibération le 18/01/05 actant « un périmètre de protection de 20 kms autour de SAÛL au sein duquel aucune exploitation minière ne puisse se faire » ;
- puis une seconde délibération le 29/01/08 actant « un périmètre réduit à 10 kms autour de SAÛL au sein duquel aucune exploitation minière ne puisse se faire ».

La majorité des exploitations minières autorisées se situe sur la partie centrale de la commune, principalement le long du fleuve la Mana et de ses affluents (crique Saint-Léon, crique Sophie, crique Absinthe).

Il s'agit de deux autorisations d'exploitation (AEX), un permis d'Exploitation (PEX), huit concessions attribuées à l'Union Minière de Saül (surface totale des concessions = 122 km² soit 2,7 % de la surface communale) et un permis exclusifs de recherche (PER).

Permis d'exploitation minière

Nom Société	Localisation	Date d'octroi	Date d'échéance	Surface (km ²)	Demande de prolongation
AEX : Autorisations d'exploitation					

ERMINA EURL	Marc Nord	11/09/2012	08/11/2016	1	
SAS Trajan	Saint Léon / Guerilla	25/04/2013	23/05/2017	1	
Concessions					
Union Minière de Saül	Concession 250/169	14/12/1911	31/12/2018	38,5	/
Union Minière de Saül	Concession 214/167	05/10/1911	31/12/2018	28	/
Union Minière de Saül	Concession 215/166	05/10/1911	31/12/2018	7	/
Union Minière de Saül	Concession 208	01/08/1911	31/12/2018	20	/
Union Minière de Saül	Concession 260/170	16/11/1912	31/12/2018	2,5	/
Union Minière de Saül	Concession 172/168	17/11/1910	31/12/2018	1	/
Union Minière de Saül	Concession Placer Union	27/09/1907	31/12/2018	5	/
Union Minière de Saül	Concession 82	21/07/1909	31/12/2018	20	/
PER : Permis exclusif de recherche					
Société Saint Eloi	SAINT ELOI	12/09/2009	08/12/2011	37	oui
PEX :					
REXMA	Limonade	11/12/2012	10/12/2017	10	/

Source : DEAL, novembre 2013

Le Schéma d’Orientation Minière (SDOM) approuvé le 30 décembre 2011 permet l’exploitation raisonnée des ressources aurifères basée sur la mise en place de pratiques plus soucieuse du développement durable. La carte communale se doit de prendre en compte les orientations fixées par le SDOM.

► Un phénomène d’orpaillage illégal toujours présent

Outre ces autorisations, les gisements aurifères importants sur le territoire communal sont régulièrement exploités en toute illégalité.

Dans les années 2000, la commune de Saül a attiré de nouveaux arrivants d’origine brésilienne : des orpailleurs clandestins venus prospector les sites aurifères, le village de Saül servant ainsi de base arrière de ravitaillement. Depuis quelques années, les activités clandestines se sont éloignées du bourg, pour s’enfoncer plus discrètement au sein de la forêt.

D’après l’étude de WWF en 2008, les secteurs les plus impactés sur la commune étaient : la Mana (Nord-Ouest du bourg), la crique limonade, le secteur au sud de la montagne continent (espoir, patience), Montagne Anana s et Crique Capiäe...

Les données du PAG confirment le maintien de l’activité illégale dans ces secteurs fin 2010 (chantiers et campements), principalement le long de la Mana, avec une forte concentration dans le secteur au sud de la montagne continent (Patience, Certitude, Soit-Eloi).

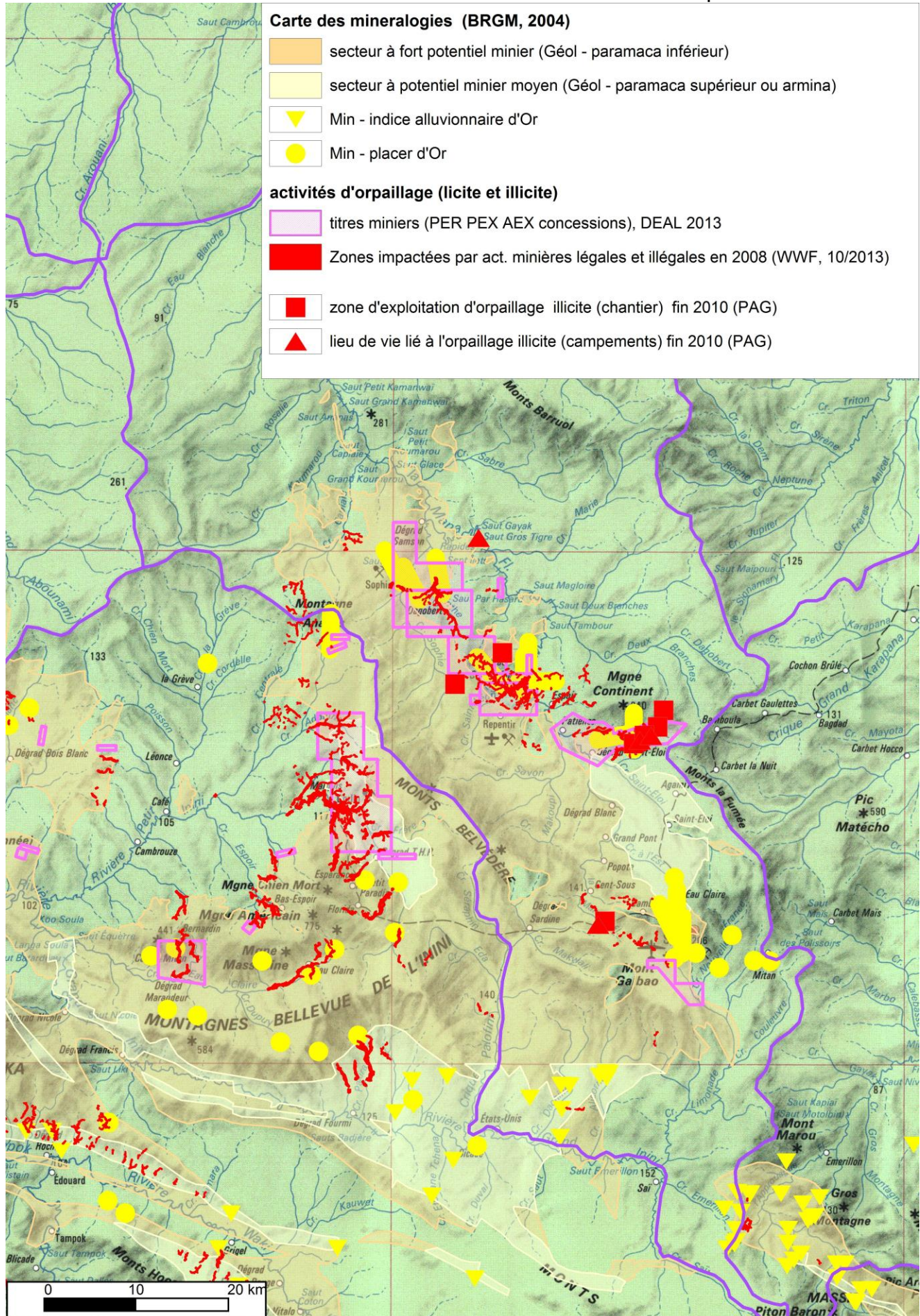
Toujours selon le PAG, depuis fin 2010, il n’y a plus d’orpaillage illégal à proximité du bourg. Les secteurs résiduels se trouvent au Nord et au Sud du territoire communal à distance de la zone habitée. Même le secteur anciennement exploité de la crique Limonade a pu retrouver un bon état de la qualité de l’eau.

Mais après un recul et un effet pallier en 2011- 2012, la tendance est à une reprise de l’activité illégale avec désactivation des chantiers proches des zones de vie et activation de secteurs plus en amont - ce qui impacte donc tout de même les zones de vie.

L’orpaillage illégal constitue une menace pour le patrimoine naturel et la population de Saül:

- pollution intense et continue des cours d’eau, impactant durablement les milieux aquatiques et la biodiversité (matières en suspension, hydrocarbures, mercure) ;
- contamination de la chaîne alimentaire ;
- fragmentation des milieux forestiers et aquatiques sur de larges surfaces ;
- destruction des lits mineurs de cours d’eau ;
- atteintes graves aux modes de vie des habitants (insécurité, diminution des ressources alimentaires) ;
- dégradation des conditions sanitaires (imprégnation au mercure, maladies : entre 2006 et 2010, la quasi-totalité des habitants ont contracté un paludisme).

Activités aurifères licite et illicite sur la commune de Saül et zones impactées



Sources : zone impactées (WWF, 2008), potentialités minières (BRGM, 2004), orpaillage légal : titres miniers (DEAL, 2013) orpaillage illégal : chantiers et campements (PAG, 2010)

2c | L'agriculture

Deux formes d'agriculture différentes sont présentes sur la commune:

- L'agriculture vivrière, qui correspond à des abattis de relative petite taille ;
- L'agriculture de rente dont les produits agricoles sont plutôt destinés à la vente et qui correspondent à des parcelles de surface beaucoup plus importante.

L'agriculture saülloise a connu, entre le début des années 1950 et les années 1970, une période de régression parallèle à la baisse démographique. A partir des années 1970, plusieurs projets agricoles ont été étudiés sous l'impulsion de chercheurs de l'IRD (anciennement appelé ORSTOM). Il s'agissait en particulier de l'implantation d'une avocaterie. Ces projets non aboutis avaient pour origine la bonne réputation de la qualité agraire des terres de Saül.

En 1994, plusieurs familles d'agriculteurs Hmong s'installèrent en périphérie du bourg et entreprirent la réalisation d'abattis. Ces familles développèrent une agriculture maraîchère marchande sur une terre réputée fertile et inaugurèrent un marché aux fruits et légumes au bourg. Cependant, les difficultés d'écoulement des produits durant les périodes d'arrêt des liaisons aériennes pendant plus d'une année (de fin 2000 à 2002) n'ont pas permis à ces familles de poursuivre leur activité.

L'espace du village est entouré d'une zone d'abattis. En général, chaque habitant possède un abattis qui lui permet de cultiver un certain nombre de produits indispensables à l'alimentation d'une famille. Actuellement, l'abattis continue à constituer une ressource importante de l'économie domestique des familles.

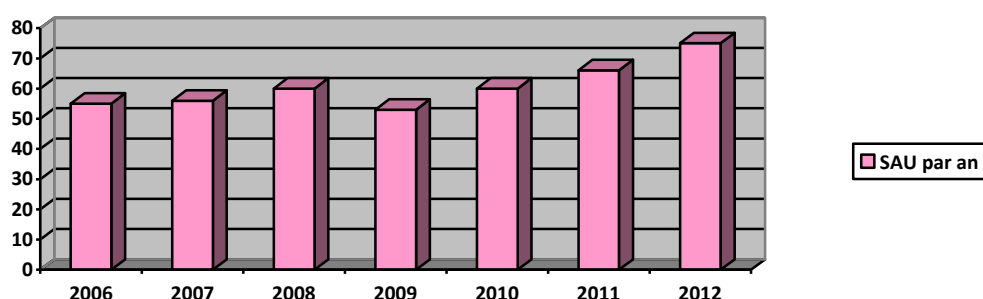
Des données de deux sources différentes existent sur la commune: celles du recensement général agricole (DAAF 2010) et celles de l'observatoire de la dynamique de l'occupation des sols (PAG 2011 et 2013). A noter que ces chiffres ne sont pas concordants car les référentiels ne sont pas les mêmes (recensement déclaratif / photo-interprétation).

Lors du recensement agricole de la DAAF de 2010, on comptait 10 exploitations représentant une surface agricole utilisée de 28 ha dont 15 ha de cultures permanentes et 5 ha de terres labourables. On constate une nette diminution de l'activité au début des années 2000, en lien avec le départ des agriculteurs Hmong : lors du recensement agricole de la DAF de 2000, on comptait 28 exploitations représentant une surface agricole utilisée de 50 ha dont 5 ha de cultures permanentes et 44 ha de terres labourables.

Le PAG, dans le cadre de son Observatoire de la dynamique de l'occupation des sols, produit également des données cartographiques sur l'occupation agricole en 2011. Ainsi, dans le secteur du bourg, la surface occupée par de l'agriculture fixe était de 63,2 ha en 2011 et 36,23 ha de recrue.

L'évolution des surfaces agricoles utilisées a été étudiée par le PAG entre 2006 et 2012 : il s'agit de l'ensemble des surfaces exploitées : elles incluent les surfaces d'abattis mises en valeur dans l'année, celles mise en culture durant les 2 années précédentes, ainsi que les parcelles d'agriculture fixes (maraîchages, fruitiers, pâturages..).

SAUL	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Surface agricole utilisée (ha)	55	56	60	53	60	66	75



Source : données PAG, 2013

De 2006 à 2012 le niveau de surfaces cultivées a globalement progressé de 36%, cette SAU atteint 75ha en 2012.



2d | Activités commerciales

L'activité commerciale est limitée à la présence de deux épiceries, un point de vente de fruits et légumes en retrait du bourg (vers la bananeraie), ainsi qu'un point de vente de pains et pizza (à la demande).

Une boulangerie, financée par la CCOG en partenariat avec la Région Guyane et l'État (723 000 euros, soit plus de trois fois la somme initialement prévue), fut inaugurée en janvier 2004. Elle est restée quasiment inutilisée et toujours fermée à ce jour (début 2014).

2e | Le tourisme

Début 2014, la commune de Saül compte trois points de restauration, 7 hébergements (13 chambres - 6 carbets hamac) et bientôt un 8ème hébergement prévu pour mi-2014, pour une capacité d'accueil totale de 94 personnes dont 42 places en lit et le reste en hamac. Il est à noter que la capacité d'accueil totale est significative par rapport au nombre d'habitants et que la gamme de confort et de coût de l'hébergement est variée allant du petit hôtel à 35 € au carbet rustique à 10 € la nuit.

Il n'y a pas eu à ce jour de véritable démarche d'observation qualitative et quantitative du phénomène touristique, les chiffres et tendances avancés sont le résultat d'évaluations « terrain » effectuées par l'Etablissement public du PAG depuis 2008.

Saül, qui affiche aujourd'hui l'écotourisme au cœur de sa stratégie d'aménagement et de développement économique, a vu sa fréquentation touristique considérablement fluctuer en 30 ans, principalement en raison des dommages collatéraux des difficultés d'accès aérien et de l'orpaillage illégal qui ont fait drastiquement chuter la fréquentation touristique au début des années 2000. Mais depuis 2009, la fréquentation touristique du bourg ne cesse d'augmenter. On notait ainsi environ 500 visiteurs en 2009 et 4000 visiteurs en 2013.

La commune bénéficie depuis 2010 d'une image très positive et d'une notoriété importante à l'échelle régionale. Les visiteurs soulignent notamment le calme, la propreté des lieux, la gentillesse des habitants et la qualité des patrimoines naturels très accessibles. Les médias locaux parlent régulièrement de ce territoire comme celui d'un « modèle de tourisme vert ».

Les clientèles touristiques d'agrément fréquentant Saül sont majoritairement attirées par l'activité randonnée/découverte que permet le réseau de sentiers de randonnée pédestre. Le temps de séjour de ces clientèles est actuellement en moyenne de 3 jours 2 nuits. Les naturalistes amateurs représentent également un volume important de visiteurs, avec des temps de séjour sensiblement plus longs pour ces clientèles. L'âge des visiteurs est très étendu et oscille majoritairement entre 25 et 60 ans. Il est à noter qu'une clientèle familiale avec enfant en bas âges se développe depuis 2012 mais cette clientèle représente encore de petits volumes.

Si le réseau de sentiers et les services touristiques répondent à ce jour à la demande première des clientèles d'agrément, centrée essentiellement sur l'accessibilité de la forêt, les visiteurs avides de découverte témoignent d'un manque d'informations sur les patrimoines naturels, culturels et paysagers locaux.

La diversité, la richesse et la spécificité des biotopes accessibles, la recherche scientifique, l'agriculture créole et hmong, l'histoire du village intimement liée à l'épopée de l'orpaillage, l'architecture locale, l'archéologie précolombienne et minière, la pharmacopée traditionnelle ou la vie actuelle à Saül sont autant de thèmes qui attirent la curiosité des visiteurs mais restent à ce jour sans réponse satisfaisante.

Consciente de cette demande et souhaitant valoriser la culture, l'histoire des lieux et l'identité Saülennaise tant pour ses habitants que pour ses visiteurs, la municipalité travaille à la conception et mise en œuvre de sa politique culturelle et touristique. L'Etablissement public du PAG intervient sur ce point en appui à la commune dans le cadre de la convention d'application de la charte (action n°1).

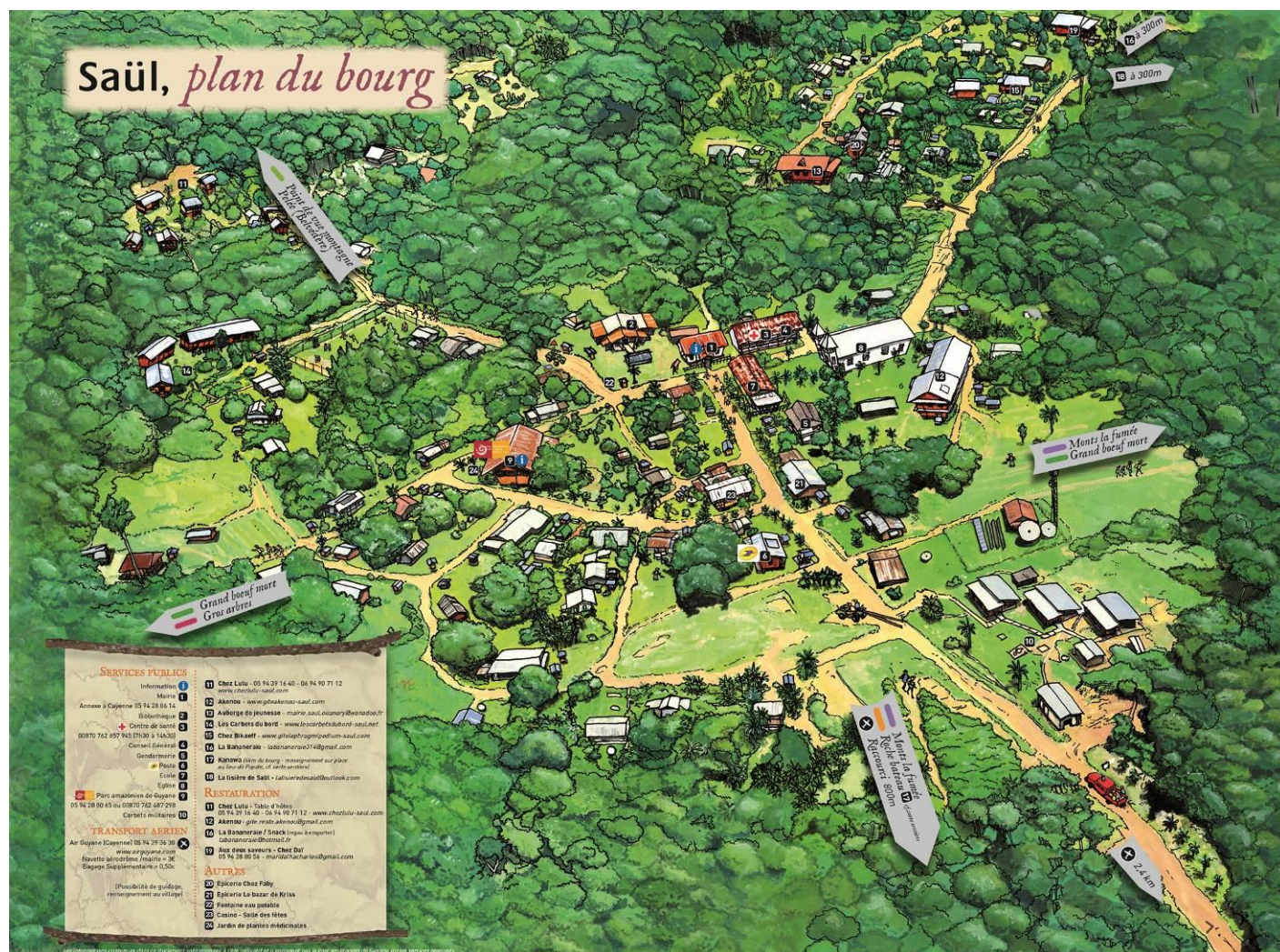
Les actions de développement touristique de Saül se déclinent en deux axes stratégiques majeurs et complémentaires :

- Conforter le positionnement de Saül comme un site incontournable de la randonnée découverte de la forêt guyanaise ;
- Diversifier l'offre touristique actuelle en développant une offre de tourisme culturel principalement tournée sur l'histoire contemporaine du village (orpaillage traditionnel, architecture, patrimoine culturel matériel et immatériel).

En parallèle, la commune souhaite initier le développement de l'accessibilité universelle de la destination à travers le projet tourisme et handicap intitulé « Saül, l'Amazonie pour tous » qui implique notamment la réalisation d'aménagements spécifiques.

Enfin, il est à noter que l'Etablissement public du PAG travaille actuellement à la conception d'un projet d'accueil scientifique et touristique sur les Monts Galbao. Ce projet dit « Galbao, accueil Scientifique et touristique » consiste

à concevoir et à développer un programme d'accueil, d'aménagement et d'animation visant le développement de missions de recherches scientifiques ainsi que des séjours touristiques de vulgarisation scientifique et de découverte des patrimoines naturels. Ce projet ambitieux et structurant pour la valorisation et la préservation des espaces naturels impliquera notamment la mise en œuvre dès 2016 d'infrastructures, aménagements et équipements, principalement un camp d'accueil intégré et autonome dont la surface constructible est estimée à 500 m² pour une capacité d'accueil de 25 personnes et qui inclut des dispositifs non collectifs d'assainissement, d'adduction et de traitement de l'eau, un sentier de grande randonnée et une voie d'accès logistique.



Source : brochure 4 p carte et guide du Parc national, Saül, Parc Amazonien de Guyane, illustration JP. Penez, 2011

► Les sentiers de randonnée

La commune de Saül est dotée du premier réseau de sentiers aménagés de Guyane. L'actuel réseau d'itinéraires pédestre a pour origine un programme de recherche botanique de l'ORSTOM initié en 1965. Pour mener à bien le projet, près de 70 km de layons ont été ouverts et très régulièrement entretenus. Leur tracé s'était appuyé sur les vestiges des chemins utilisés par les chercheurs d'or au début du XX^e siècle. En 1983, ils avaient été ouverts au tourisme.

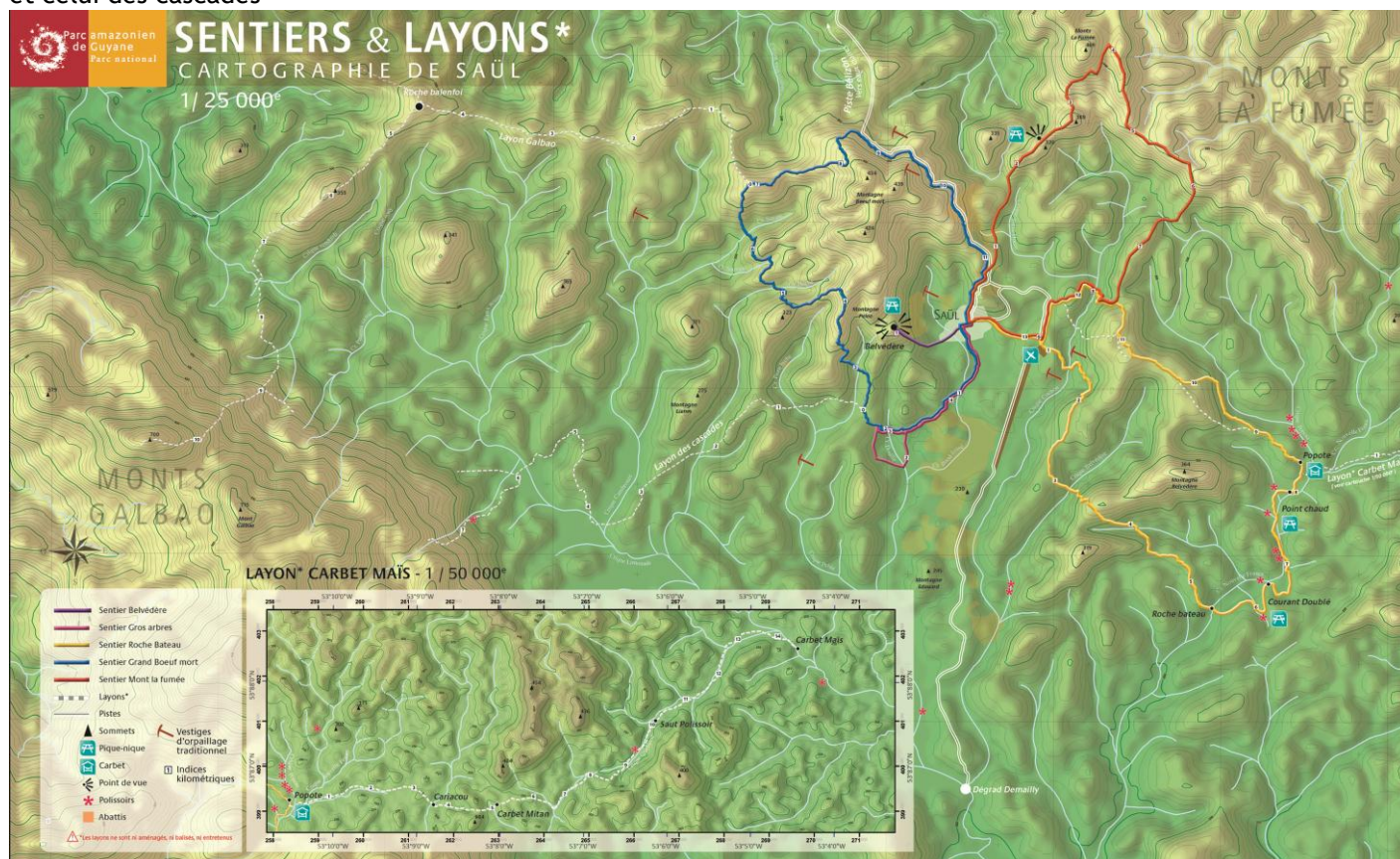
Les 45 km de sentiers balisés aujourd'hui accessibles permettent de randonner pendant plusieurs jours sur 5 circuits de durées variables, adaptés à tous les niveaux. Ces itinéraires, inscrits au Plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR) ont fait l'objet de travaux de réhabilitation entre 2010 et 2013. Ceci est le fruit d'une collaboration partenariale étroite entre la commune de Saül, gestionnaire des sentiers, le Parc amazonien de Guyane, le Comité du tourisme de la Guyane, le Conseil général de la Guyane, l'ONF et le programme européen Leader SUD.

Le vaste programme de réhabilitation, qui représente un investissement public de plus de 350 000 euros, a permis de réaliser des aménagements et équipements de très bonne qualité qui permettent aux visiteurs de découvrir ces itinéraires dans de bonnes conditions :

- Signalétique directionnelle : 60 panneaux directionnels - 60 balises - Deux stations d'information sentier seront prochainement aménagées à l'aérodrome et dans le centre bourg, point de départ des itinéraires
- Dégagement de la végétation sur l'ensemble du réseau
- Abattage d'arbres dangereux : 180 unités

- Dispositifs de franchissements : 128 mètres de caillebotis sur pilotis et 234 mètres de pas japonais - Deux passerelles suspendus (25 et 15 mètres)
- Un promontoire panoramique
- Création de déviation : Plus de 1 000 mètres de déviation crée pour optimiser les tracés et limiter les conflits d'usage notamment avec les quads dont l'usage est essentiel à Saül
- D'autres itinéraires, non balisés, et non aménagés, peuvent aussi être empruntés par des randonneurs aguerris avec l'aide indispensable d'un guide pour découvrir :
- Le layon historique de « carbet Mais», Itinéraire pédestre qui permettait aux pionniers de relier le littoral via le fleuve Approuague ;
- Le layon des cascades, qui permet d'accéder à une imposante cascade sur les contreforts des Monts Galbao ;
- Le layon « Galbao », qui permet d'accéder à un des sommets des Monts Galbao, un des dix plus hauts sommets de Guyane, considéré comme un « Hot spot mondial » de biodiversité.

Dans le cadre du projet « Galbao », accueil de scientifique et de découverte, au stade actuel de conception, il est prévu d'étudier la possibilité de créer un sentier de grande randonnée en s'appuyant sur les tracés du layon Galbao et celui des cascades



Source : Parc Amazonien de Guyane, 2014

A noter qu'une fresque paysagère qui reprend les différents milieux parcourus par les visiteurs dans la région de Saül avec des éléments d'interprétation a été éditée par le PAG en 2014. Cette fresque est destinée à figurer sur les cartes techniques des sentiers et à vocation à faire l'objet de panneaux.

3 | SYNTHESE DES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE DE LA COMMUNE

- ✧ La masse démographique communale ne cesse d'évoluer, à la hausse puis à la baisse. Depuis le recensement de 1999, qui comptabilisait 160 habitants, la population a stagné, voire très légèrement diminué : la commune ne comptait plus que 153 habitants en 2011. Même s'il paraît difficile, compte tenu des fluctuations constatées ces dernières décennies, d'établir des projections démographiques à long terme, la commune est actuellement dans une dynamique attractive, comme en témoignent les projets d'installations de nouveaux arrivants potentiels, conditionnés par de nombreuses demandes de foncier.
- ✧ Saül constitue un des plus importants pôles aurifères de la Guyane avec la présence d'importantes ressources minières. Diverses exploitations aurifères autorisées s'étendent sur la partie centrale de la commune, principalement le long du fleuve la Mana et de ses affluents. Avec la hausse récente et continue du cours de l'or, Saül attire de nombreux orpailleurs clandestins venus prospector les sites aurifères de la commune, le village de Saül servant ainsi de base arrière de ravitaillement.
- ✧ La filière bois pourra être organisée et développée. En effet, les besoins en bois sur la commune vont aller grandissant afin de satisfaire les demandes de constructions d'habitations ainsi que la commande publique (équipements ...). Des professionnels déclarés sont déjà en place (abattage - sciage), d'autres entrepreneurs pourraient s'installer sur des activités de seconde transformation du bois ou sur les métiers de la construction en bois.

Emblème du tourisme vert en Guyane, Saül dispose d'infrastructures de restauration et d'hébergement ainsi qu'un réseau de sentiers aménagés qui permettent l'accueil des visiteurs attirés par la découverte des curiosités écologiques de la forêt primaire. Le Parc amazonien de Guyane constitue un outil de développement de cette activité, notamment par des actions visant à intégrer des micro filières économiques locales, qu'elles soient agricoles, artisanales etc... à l'économie écotouristique existante et en développement par une valorisation des produits en vente directe aux visiteurs ou dans les restaurants et hébergements locaux (action n° 14 de la convention d'application de la charte).

- ✧ Le développement d'une agriculture maraîchère marchande sur une terre réputée fertile a été initié en 1994 puis abandonné en 2000-2002 fautes de possibilités régulières de transport aérien des produits vers le littoral. Dans ce contexte, l'abattis constituant une ressource importante de l'économie domestique des familles, doit être préservé. Le développement de productions agricoles en vue d'une consommation et d'une valorisation locale et en lien avec le développement touristique est soutenu par le PAG (action n° 41 de la convention d'application de la charte).
Le développement d'une filière agricole avec une production spécifique en Guyane (fraises, christophines, cacao ...) pourra aussi être développé.

Chapitre 3 | Les choix retenus pour établir les secteurs constructibles de la carte communale

1 | LES VOLONTES GENERALES DE LA COMMUNE EN TERME D'AMENAGEMENT

1a | Les potentialités de développement

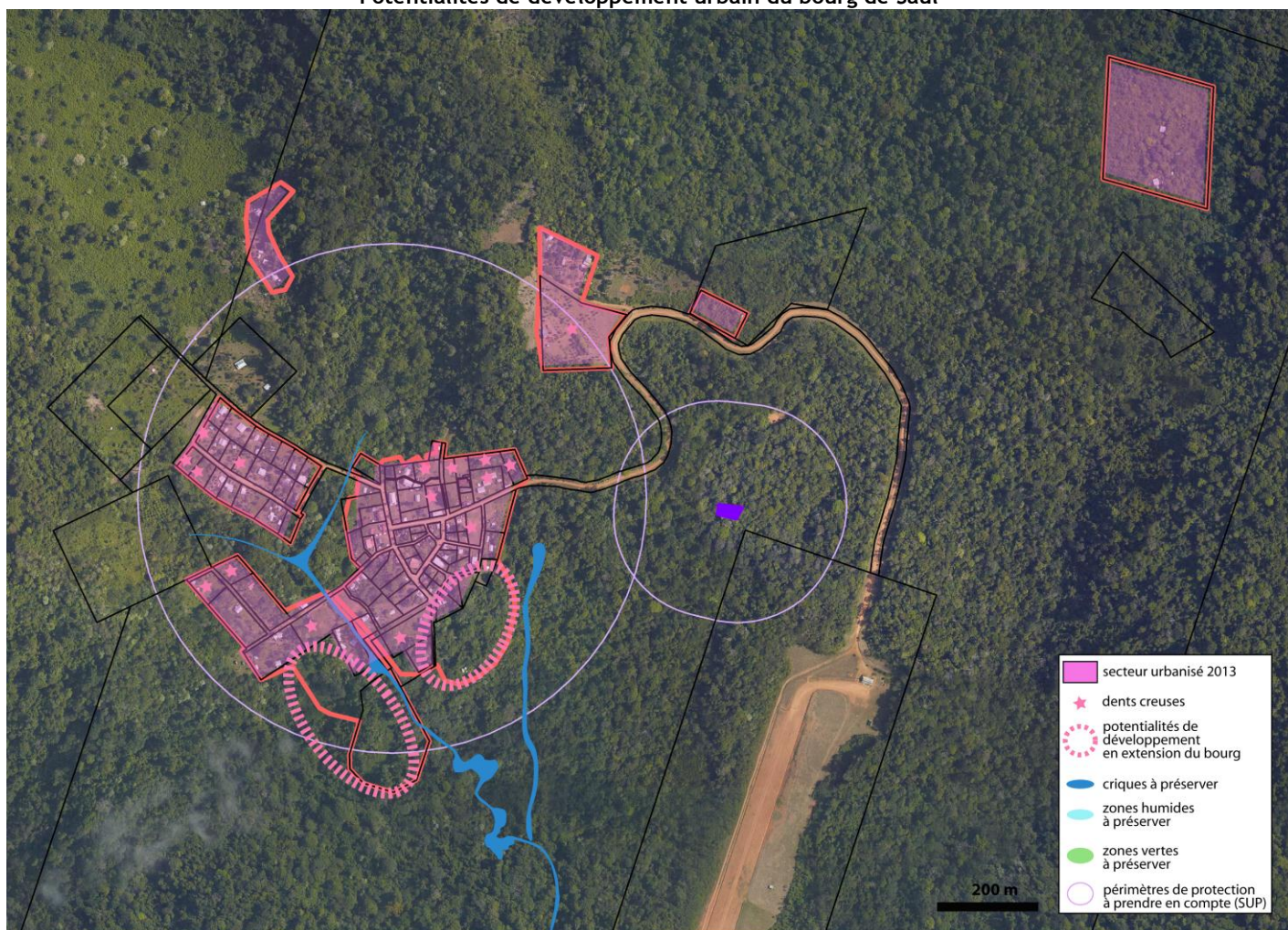
La commune présente de nombreux atouts et potentialités permettant le développement urbain maîtrisé. Tout d'abord, des dents creuses situées au sein des parties actuellement urbanisées peuvent constituer une réponse à court terme aux besoins de construction de nouveaux logements et équipements, mais ne seront pas suffisantes pour répondre aux besoins à 2025.

Le bourg présente des possibilités d'extension urbaine peu ou pas contraintes qu'il convient de privilégier dans la carte communale compte tenu de la recherche d'équilibre entre extension mesurée et protection des espaces naturels.

Ces nouvelles zones sont définies à proximité des zones déjà occupées (au sud du bourg), et le développement urbain du bourg sera circonscrit par les espaces naturels proches qui seront protégés tout en structurant cette urbanisation future (crique grand fossé...).

Ces secteurs présentent en effet un potentiel intéressant pour répondre aux besoins des populations résidentes et futures.

Potentialités de développement urbain du bourg de Saül



Source : cadastre 2014, zones humides et zones vertes à préserver issues de l'étude d'aménagement de l'EPAG 2003

Réalisation : AUDeG, 2014

1b | Les besoins en surfaces urbanisables

Avec un taux moyen d'occupation de 2 habitants par logement en 2010, le nombre de logements nécessaire pour accueillir la population pressentie d'ici 2025 serait de :

- pour une population communale estimée à 145 habitants (hypothèse de développement faible, tendance 1) : En théorie, pas de nouveau besoin par rapport à 2014 ; Ceci impliquerait que l'on ne prenne pas en considération les demandes de nouvelles installations ; En effet, Saul bénéficie actuellement d'une dynamique attractive, des projets d'installation de personnes extérieures sur la commune existent (projets agricoles, résidences secondaires, installation de résidents permanents) et il s'agirait de lutter contre la désertification du bourg, en proposant du foncier constructible pour favoriser l'installation de nouveaux habitants.

- pour une population communale estimée à 251 habitants (tendance 2) : Un besoin de 39 logements nouveaux par rapport à 2014.

C'est l'hypothèse d'un développement territorial basée sur un taux démographique annuel égal à 4,5 %, équivalent à celui sur la période 1990-2010, et donc d'une population estimée à 276 habitants à 2025, qui a été retenue par la commune. En effet, le faible nombre d'habitant rend difficile les estimations statistiques basées sur les taux de croissance de la période récente, et il s'agit de prendre ici en compte la dynamique attractive que connaît la commune actuellement, ainsi que les orientations du projet communal.

Ainsi, pour répondre aux besoins en logements estimés à environ 49 logements nouveaux (pour une population totale estimée à 273 habitants en 2025), il est nécessaire de prévoir dans la carte communale :

- une mobilisation des espaces résiduels des parties actuellement urbanisées du bourg (une quinzaines de constructions possibles);
- une extension de la surface constructible pour accueillir de nouveaux logements (soit 8 ha ouverts à l'urbanisation).

Cette estimation est basée sur l'hypothèse du maintien du modèle de développement urbain actuel caractérisé par une densité moyenne de 4 logements à l'hectare (densité observée sur les parties actuellement urbanisées de la commune).

1c | Les orientations d'aménagement de la commune

Afin de profiter des potentialités de développement, la commune de Saul souhaite concentrer ses efforts sur l'aménagement, le renouvellement et l'équipement de son bourg, mais aussi un développement urbain maîtrisé, en continuité de l'existant pour impulser une nouvelle dynamique et attirer de nouvelles populations. En effet, l'arrivée de nouveaux habitants, liée à l'attractivité actuelle de la commune, permettrait de renforcer la vie sociale du bourg et de lutter contre le phénomène de désertification conséquent de l'isolement et l'enclavement de cette commune.

La reprise de la croissance démographique pressentie pour les années à venir permet d'esquisser une analyse prospective en terme de besoins futurs, tant pour les logements que pour les équipements de superstructure. Ces éléments sont à prendre en considération, face aux objectifs affirmés par la collectivité :

- **Assurer un développement urbain maîtrisé et respectueux des contraintes environnementales et de l'identité du bourg.**
- **Valoriser la richesse patrimoniale naturelle et architecturale et préserver la qualité paysagère.**
- **Garantir des conditions de la pérennité de l'activité touristique.**

1d | Les secteurs retenus pour l'urbanisation future

Les volontés municipales en termes d'aménagement sont donc :

Dans un premier temps :

- de développer et structurer le bourg en concentrant les efforts sur l'aménagement des espaces, l'amélioration de la qualité de vie en termes d'équipements publics et de réseaux, l'urbanisation du tissu urbain résiduel et le renouvellement du parc de logements existants ;

Dans un second temps :

- d'offrir des possibilités d'extension mesurée du bourg vers le Sud-Est (2^{ème} tranche identifiée dans l'étude de l'EPAG) avec comme limite à l'urbanisation la zone naturelle de la crique à protéger : Aménagement des terrains équipés pour l'installation de nouveaux habitants;
- d'aménager des terrains au sud du bourg, en continuité des occupations existantes de l'autre côté de la crique, permettant une préservation des corridors écologiques (zone équivalente à la 1^{ère} tranche et une petite partie de la 3^{ème} tranche de l'étude de l'EPAG).

1e | Principes d'urbanisation du bourg

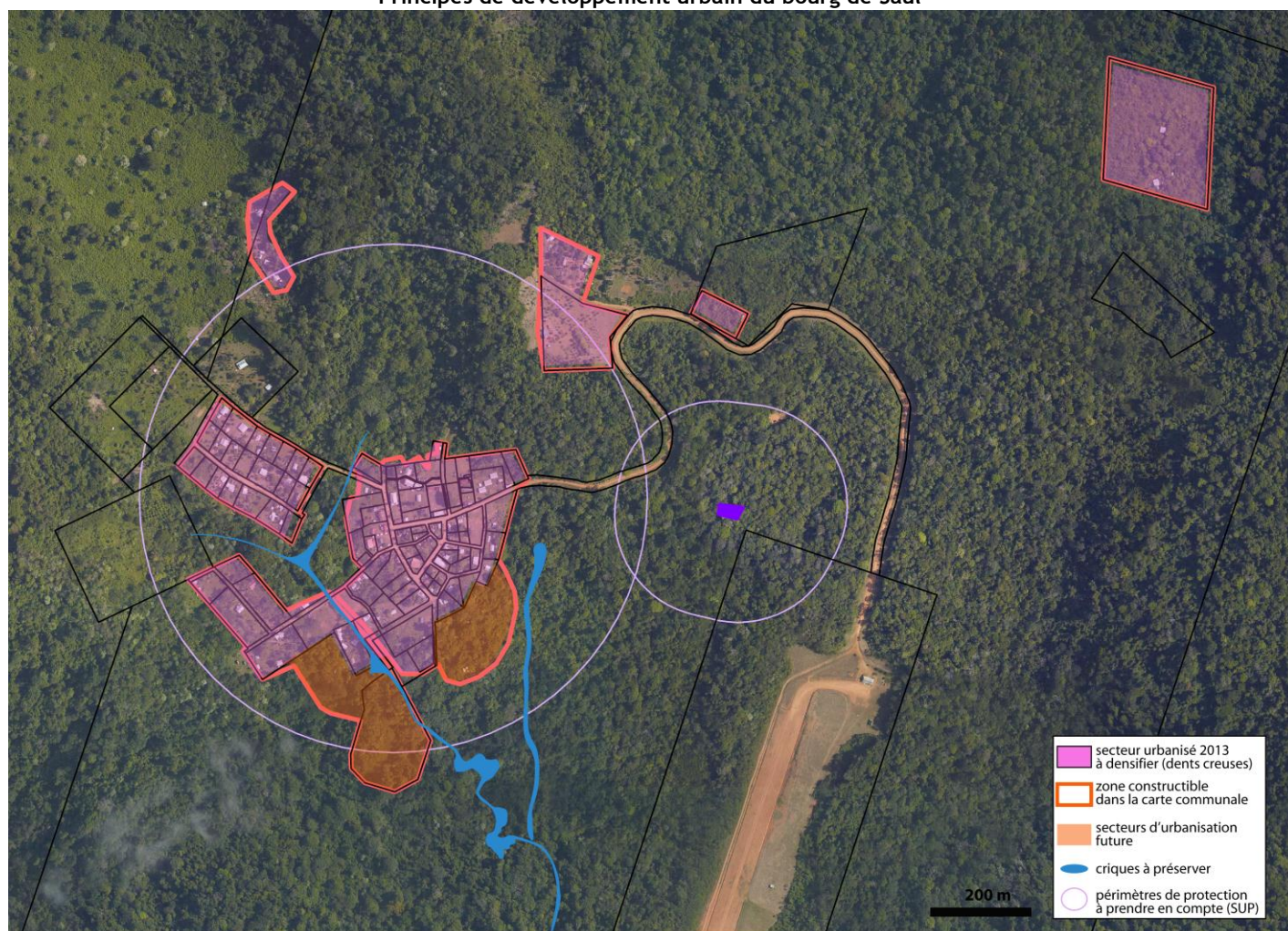
La politique d'aménagement concernera prioritairement les parties actuellement urbanisées avec l'optimisation du tissu urbain résiduel par la construction au sein des dents creuses.

Les volontés municipales en termes d'aménagement sont aussi de compléter et finaliser une logique de développement urbain en s'appuyant sur un maillage d'équipements existants (voirie, réseaux, commerces, services...) et à prévoir (les opérations mises en places notamment au sud du bourg veilleront à respecter les principes de mixité des fonctions) en offrant des possibilités d'extension du bourg vers le Sud avec l'aménagement de terrains équipés pour l'installation de nouveaux habitants.

Les extensions urbaines pourront, dans le cadre d'opérations d'aménagement, recevoir à court et moyen terme les équipements nécessaires à leur urbanisation (voies, réseaux,...).

Les secteurs ont été identifiés afin de circonscrire le bourg dans son enveloppe naturelle et de veiller à une conservation des corridors écologiques le long des criques. L'étude d'urbanisme et de viabilisation conduite en 2004 par la Mairie et l'EPAG avait permis d'affiner la mise en place de projets d'extensions urbaines nouvelles en déterminant des secteurs potentiels situés en continuité des constructions existantes du bourg ; l'extension de l'espace bâti est limitée par la préservation et la prise en compte des éléments topographiques et hydrographiques naturels du site, pour une meilleure intégration au sein du milieu naturel.

Principes de développement urbain du bourg de Saül



Source : AUDeG, 2014

2 | LES CHOIX EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La commune de Saül a un rôle à jouer en lien avec son positionnement de « Commune Centre » de la Guyane, et de porte d'entrée du Parc amazonien de Guyane.

Il s'agira de s'appuyer sur la qualité de certains sites, la persistance d'un paysage rural et forestier d'exception et les potentialités en termes de développements touristique et économique.

Dans l'objectif de bâtir une stratégie de développement local, la commune opte pour des choix visant à assurer le renforcement des activités existantes non nuisibles, telles que l'écotourisme et l'agriculture.

2a | Le tourisme et les loisirs

Saül semble résolue à jouer son avenir économique selon la carte de l'écotourisme. Le développement de ce secteur d'activité basé sur la découverte de la nature, doit s'accommoder d'une urbanisation maîtrisée, d'une modernisation de ses infrastructures collectives et équipements et d'une politique de préservation de l'environnement et des paysages.

La création du Parc amazonien de Guyane a participé au dynamisme touristique de la région de Saül, considérée comme la porte d'entrée du Parc.

La carte communale identifie en zone constructible les installations touristiques destinées à l'accueil et l'hébergement des visiteurs (carbets aménagés). Les équipements légers liés à la mise en valeur de l'environnement (carbets simples, belvédères, pontons...) pourront être réalisés dans des secteurs inconstructibles de la carte communale.

Notons que le secteur où se situera le projet « Galbao, accueil scientifique et touristique » n'est pas inclus dans la zone constructible proposée dans la carte communale.

En effet, à la date d'élaboration du document, le projet n'est pas assez précis pour être pris en compte dans le zonage, malgré le fait que la réalisation de ce projet, prévu dans la convention d'application de la charte commune / PAG pour la période 2014-2017 (action n°9 de la convention d'application de la charte).

La carte communale devra donc faire l'objet d'une procédure de révision pour intégrer le projet en temps voulu.

2b | L'agriculture et la filière bois

La commune souhaite préserver son caractère rural et relancer le développement de l'activité agricole (exportation sur le littoral et valorisation locale liée à l'écotourisme), ainsi que développer la filière bois (selon un plan de gestion forestière), dans un souci de préservation des ressources et de respect de l'environnement.

Environ vingt demandes d'installation d'agriculteurs ont été recensées par la Mairie en 2010.

Les constructions liées aux activités agricoles étant autorisées dans les zones non constructibles de la carte communale, aucun secteur spécifique n'est identifié sur le document graphique.

3 | LA TRADUCTION SPATIALE ET LES DISPOSITIONS PROPOSEES DANS LA CARTE COMMUNALE

Afin de conforter les volontés générales de la commune en termes d'aménagement et de développement économique, la carte communale prévoit de définir deux types de secteur :

- secteur constructible ;
- secteur non constructible.

Le zonage, traduction spatiale du projet communal, tient compte à la fois de l'existant, des contraintes de site, et des volontés communales en terme de développement de la commune correspondant à un projet de territoire.

3a | Les secteurs constructibles

La délimitation des secteurs constructibles correspond :

- aux parties actuellement urbanisées de la commune = l'emprise actuelle des constructions du bourg de Saul ainsi que certaines constructions liées à l'hébergement touristique à proximité du bourg;
- aux extensions urbaines nouvelles situées en continuité des constructions existantes du bourg, mais circonscrites par les espaces naturels environnants.

Ces secteurs constructibles sont destinés à être urbanisés à plus ou moins long terme selon les principes d'aménagement définis précédemment dans l'étude réalisée par l'EPAG en 2004.

Les extensions urbaines pourront, dans le cadre d'opération d'aménagement, recevoir à court et moyen terme les équipements nécessaires à leur urbanisation (voies, réseaux,...).

3b | Les secteurs non constructibles

Les secteurs non constructibles sont par défaut les secteurs situés en dehors des secteurs constructibles.

Conformément à l'article R 161-4 du code de l'urbanisme, dans ces secteurs non constructibles, les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception de :

- 1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;
- 2° Des constructions et installations nécessaires :
 - o a) A des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
 - o b) A l'exploitation agricole ou forestière ;
 - o c) A la mise en valeur des ressources naturelles.

3c | Tableau récapitulatif des surfaces par secteur

Caractéristiques des secteurs	Surfaces des secteurs de la carte communale (ha)	Surface des parties actuellement urbanisées (ha)	Surface rendue nouvellement constructible dans la carte communale (ha)
Secteurs constructibles	36	28,1	7,9
Secteurs non constructibles	447 464	/	/
Total	Surface totale de la commune : 447 500,00	Surface totale des PAU 28,1	Surfaces nouvellement urbanisables : 7,9

Chapitre 4 | Les incidences de la carte communale sur l'environnement et les mesures de préservation et de mise en valeur retenues

L'article R161-2 du Code de l'Urbanisme précise que le rapport de présentation « évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ».

Cette évaluation vise à garantir le respect des exigences de préservation de l'environnement, dans le cadre d'un développement durable qui réponde aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

L'analyse des incidences de la carte communale sur l'environnement porte sur les diverses conséquences des dispositions du projet communal, telles que les répercussions écologiques, paysagères, les risques de nuisances ou, au contraire, les effets positifs que le projet va amener.

Cet examen a pour objet de prévenir des erreurs qui auraient des incidences irréversibles sur l'environnement et d'indiquer ainsi les mesures de préservation et de mise en valeur retenues. S'il s'intéresse à l'ensemble du territoire communal, il s'attarde en particulier sur le secteur constructible.

1 | LA MAITRISE DU DEVELOPPEMENT URBAIN

La carte communale de Saül a pour objectif l'urbanisation au total de 34,70 hectares répartis sur le bourg, son projet d'extension ainsi que quelques installations liées à l'hébergement touristique.

Les programmes de constructions prendront place dans le prolongement de zones déjà construites du secteur Sud du bourg, avec l'aménagement de terrains équipés pour l'installation de nouveaux habitants.

L'urbanisation nouvelle des franges des parties actuellement urbanisées de la commune devra permettre une augmentation raisonnable de la population et éviter les phénomènes d'installation spontanée dans des zones inondables ou dans des secteurs à forte valeur écologique. Cependant, ces extensions urbaines auront pour principales incidences :

- une augmentation des surfaces imperméables
- une mutation des paysages
- une césure bourg/nature accrue

1a | Une augmentation des surfaces imperméables

L'augmentation des surfaces imperméables induira une amplification du ruissellement des eaux pluviales et un lessivage des sols.

Les aménagements et constructions réalisées devront donc garantir l'écoulement des eaux pluviales conformément à la mesure 37-3.3-3.12 du SDAGE qui indique de « préserver les zones d'écoulements, de régulation et d'extension des eaux pluviales, naturelles ou artificielles, et les intégrer dans les documents d'urbanisme ».

Ainsi, la carte communale réserve en secteurs inconstructibles les zones inondables et les champs d'écoulement de l'ensemble des criques attenantes aux secteurs constructibles.

1b | Une mutation des paysages

L'urbanisation du bourg à des fins résidentielles va produire des modifications du paysage - tel qu'il existe actuellement - aujourd'hui encore à dominante naturelle et rurale. C'est pourquoi, le projet d'aménagement de la commune devra prévoir la conservation de zones vertes et agricoles.

1c | Une césure bourg/nature accrue

La répartition géographique de cette nouvelle urbanisation aura pour effet de limiter au maximum l'urbanisation nouvelle à l'extension de secteurs déjà urbanisés. Cette répartition aura pour conséquence de maîtriser l'urbanisation et d'affirmer la césure entre habitat et nature, dans un objectif de lutte contre le mitage des espaces naturels et agricoles.

2 | LA PROTECTION DU PATRIMOINE, DES PATRIMOINES ET MILIEUX NATURELS

La carte communale de Saul s'est tenue de respecter les dispositions environnementales s'appliquant sur le territoire communal : l'objectif étant de conforter les espaces naturels comme des éléments structurants. En effet, dans la perspective d'un développement durable, la préservation de l'environnement est intégrée aux dynamiques d'aménagement et de développement du bourg.

2a | La protection du patrimoine et des paysages aux abords du bourg

Les éléments paysagers structurants situés aux abords du bourg sont protégés au titre de secteurs inconstructibles. Ainsi une marge de recul englobant les berges des différents cours d'eau et les zones naturelles remarquables est créée entre les différents secteurs constructibles.

2b | La protection de la biodiversité et des espaces naturels

La carte communale protège l'ensemble des espaces naturels du territoire communal et en garantit la pérennité. Ainsi, les espaces protégés et l'espace faisant l'objet d'un inventaire écologique tels que les différentes ZNIEFF sont réservés en secteur inconstructible.

3 | LA PREVENTION DES RISQUES EVENTUELS DE NUISANCE ET DE POLLUTION

La carte communale préconise de prévenir des risques en protégeant les zones concernées et les périmètres situés autour d'installations incompatibles avec le voisinage des habitations.

3a | La lutte contre le risque inondation

Dans un contexte de risque inondation dommageable mais non reconnu par des documents à caractère prescriptif ou même informatif (pas d'Atlas des zones inondable), et en l'absence actuelle d'étude technique sur l'inondabilité de certains secteurs, la carte communale rend inconstructible une emprise de 10 m autour de la Crique Grand Fossé, proche des secteurs d'habitation actuels et futurs.

3b | La protection des ressources en eau

Pour accompagner l'urbanisation et l'augmentation de la population au cours des prochaines années, il convient d'assurer une ressource en eau suffisante et d'une qualité satisfaisante. Cet enjeu est d'autant plus important que l'eau considéré comme une ressource fragile est potentiellement menacée par un risque de pollution lié aux activités humaines.

La carte communale assure ainsi une protection renforcée de la ressource en eau par la prise en compte des périmètres de protection rapproché des forages existants ainsi que des recommandations qui y sont associées tels qu'ils ont été définis dans les études hydrogéologiques réalisées et ce même si ces périmètres n'ont pas encore de valeur prescriptive (pas de DUP).

Chapitre 5 | La prise en compte des contraintes et servitudes d'utilité publique

1 | LA COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL (SAR)

Les articles L 4433-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), confèrent aux Conseils Régionaux des régions d'Outre-mer des compétences particulières en matière de planification régionale et d'aménagement du territoire.

Conformément à l'article L 4433-7 du CGCT, le SAR fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique, d'économies d'énergie, de qualité de l'air, de valorisation du potentiel d'énergies renouvelables, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement. Ce schéma détermine notamment la destination générale des différentes parties du territoire de la région, les objectifs et les seuils à atteindre en matière d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie, l'implantation des grands équipements d'infrastructures et de transport, la localisation préférentielle des extensions urbaines, des activités industrielles, portuaires, artisanales, agricoles, forestières, touristiques et relatives aux énergies renouvelables ainsi que celles relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. A ce titre, il vaut schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, au sens de l'article L. 222-1 du code de l'environnement. Le SAR définit les principes permettant d'assurer la combinaison des différents modes de transports et la coordination des politiques de mobilité mises en place par les autorités organisatrices.

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Guyane a été adopté par le Conseil Régional le 12 décembre 2000 et approuvé par décret n° 2002-745 pris en Conseil d'Etat en date du 2 mai 2002.

Ce schéma émet des règles prescriptives opposables aux documents locaux d'urbanisme par le moyen du principe de compatibilité. Ainsi, **la carte communale de Saül doit être compatible avec les orientations du SAR en vigueur.**

Le SAR précise les orientations suivantes sur le territoire de Saül :

- les espaces naturels de protection forte ;
- les espaces forestiers naturels ;
- les espaces à vocation agricole ;
- les espaces ruraux de développement ;
- les espaces urbanisables à vocation résidentielle ;
- les espaces existants d'activité économique ;
- les zones de titres miniers en cours de validité.

1a | Les espaces naturels de protection forte

Les espaces naturels de protection forte concernent un réseau d'espaces et milieux naturels riches et variés qui demande à être conforté par un certain nombre de projets actuellement en concertation. Ils comportent, en outre, un certain nombre de villages ainsi que des écarts urbains ou ruraux.

Ces espaces naturels, de par leur diversité biologique et paysagère, participent de plusieurs objectifs :

- transmettre un patrimoine naturel qui présente une biodiversité exceptionnelle dont la connaissance doit être approfondie ;
- protéger les richesses naturelles du territoire régional tant en ce qui concerne les espèces, milieux et paysages ;
- gérer leur fréquentation notamment par une sensibilisation du public à l'environnement ;
- valoriser la forêt sans gêner le développement spécifique des populations locales.

Dans ces espaces naturels à protection forte, en dehors des villages et écarts ruraux et sous réserve des titres miniers en cours de validité, ne sont admis que :

- les équipements relatifs à la signalisation et l'information permettant une sensibilisation du public ;
- les structures d'accueil et les points de rencontre et d'échanges essentiels à l'éducation, à l'environnement, tout en permettant un développement du tourisme de nature, ainsi que la recherche scientifique ;
- les chemins de randonnées ou les sentiers de découverte et d'interprétation.

Ces aménagements ou équipements doivent être compatibles avec l'objectif de protection écologique et paysagère de ce patrimoine naturel.

L'ensemble du secteur Sud de la commune de Saül est classé en espace naturel de protection forte du SAR. La carte communale doit contribuer à préserver et valoriser ce secteur présentant des sites et paysages naturels d'une grande richesse.

1b | Les espaces forestiers naturels

Les espaces forestiers naturels correspondent à des zones encore difficilement accessibles ou mal connues et qui ne permettent pas, à l'heure actuelle, en raison de leur enclavement ou de leur difficulté d'accès, un développement de l'agriculture ou de l'exploitation forestière.

Toutefois, dans ces espaces, sont susceptibles d'être admis les installations et aménagements liés aux activités minières à partir de sites reconnus comme étant potentiellement exploitables, représentés en hachures mauves sur les documents cartographiques, sous réserve du réaménagement des sites en fin d'exploitation.

Peuvent, en outre, y être admis des équipements ou aménagements touristiques compatibles avec la vocation de ces espaces ainsi que la déforestation le long des sentiers.

Ces installations, équipements ou aménagements doivent veiller à respecter le patrimoine naturel de ces espaces de manière à permettre à l'avenir tout type de développement fondé sur ce patrimoine et notamment l'écotourisme.

A Saül, les espaces forestiers naturels du SAR s'étendent du centre au Nord du territoire communal, sur une surface relativement importante, reflétant ainsi le caractère naturel de la commune. Le maintien de la vocation naturelle de cet espace forestier doit être privilégié dans la carte communale.

1c | Les espaces à vocation agricole

Les espaces à vocation agricole correspondent à des zones ayant fait l'objet de morcellements. Relativement limités à l'échelle de la Guyane, leur définition répond essentiellement à leur situation au regard de la desserte et de leur facilité de mise en valeur.

Leur vocation est une agriculture moderne dans le cadre soit d'une agriculture intensive avec la réalisation d'ouvrages hydrauliques notamment pour la riziculture, voire d'aménagements pour l'exploitation de la canne à sucre, etc., soit d'une agriculture plus traditionnelle tournée vers les cultures vivrières ou l'élevage.

La valorisation de ces espaces agricoles, leur très importante dimension et l'éloignement aux centres urbains qui en résulte nécessiteront, pour leur organisation et leur développement, la présence de pôles de proximité comportant les services de base indispensables à la population.

Dans ces espaces à vocation agricole, en dehors des pôles de proximité, ne sont admises que :

- les constructions d'habitation liées à l'activité agricole et l'implantation ou l'extension des installations techniques liées et nécessaires à l'activité de l'exploitation agricole, sous réserve que leur aspect ne dénature pas le caractère des sites et paysages ;
- les constructions ou installations liées à des activités d'accueil touristiques, complémentaires à l'activité de l'exploitation agricole, sous réserve de leur implantation en continuité des espaces bâtis existants.

Les espaces à vocation agricole du SAR s'étendent au Sud du bourg de Saül. Le maintien de la vocation agricole de ce secteur doit être privilégié dans la carte communale.

1d | Les espaces ruraux de développement

Les espaces ruraux de développement correspondent à des terres où l'agriculture et l'exploitation forestière peuvent revêtir un caractère plus traditionnel, selon la pratique des cultures vivrières sur abattis, pratique courante en Amazonie. Leur développement autour des bourgs de l'intérieur est favorable au maintien des populations.

Le monde rural est important et omniprésent en Guyane. Nombre de villages et de bourgs ruraux témoignent d'un urbanisme et d'un habitat originaux adaptés aux matériaux locaux et aux réalités climatiques et géographiques. Il convient, sans nier la nécessité d'améliorer les conditions de vie des habitants et de permettre une augmentation de la population, de conserver ces témoignages d'une période pionnière.

L'aménagement de ces espaces ruraux de développement vise, en outre, à rattraper les retards constatés en terme d'infrastructures rurales dans différents domaines, malgré les avancées d'un certain nombre de programmes : réhabilitation lourde et création de voiries en zone agricole, aménagement de lots agricoles et aménagements fonciers en vue d'installer notamment de jeunes agriculteurs, opérations de drainage, irrigation, nivellement... Ces espaces peuvent enfin constituer un point fort pour le développement touristique et la conservation des savoir-faire traditionnels.

Dans ces espaces ruraux de développement sont autorisés :

- l'implantation et l'extension limitée des constructions à destination d'habitation et des installations techniques liées à l'exercice de l'activité agricole, sous réserve que ces constructions ou installations ne dénaturent pas les sites et paysages ;
- l'implantation et l'extension limitée des constructions à destination d'habitation, de services ou d'activités artisanales, notamment sous forme de hameaux-villages autour d'équipements communs permettant ainsi d'endiguer la croissance démographique et l'extension urbaine, de décharger les bourgs existants, de conserver l'ambiance rurale des lieux et de répondre à une demande de confort urbain à la campagne ;
- les constructions et aménagements liés à la mise en valeur de ces espaces ruraux en vue de leur fréquentation touristique, sous réserve que leur implantation ne portent pas atteinte à l'affectation agricole dominante de ces espaces et ne dénaturent pas les sites et paysages.

Les espaces ruraux de développement du SAR sont localisés aux abords du bourg de Saül. Le maintien de la vocation rurale de ces espaces doit être privilégié dans la carte communale.

1e | Les espaces urbanisables à vocation résidentielle

La mobilisation des capacités résiduelles des espaces actuellement urbanisés ne peut seule satisfaire aux besoins en matière de logements et d'équipements pour les quinze années à venir. La satisfaction de ces besoins implique l'identification de nouveaux espaces destinés à l'urbanisation résidentielle.

Ces nouveaux sites d'accueil destinés à l'urbanisation résidentielle sont le résultat de la volonté d'établir un équilibre entre les besoins en matière d'urbanisation à l'échéance du Schéma d'aménagement régional et les exigences de qualité d'environnement : préservation des espaces agricoles ou naturels, prise en compte et prévention des risques naturels.

L'organisation de ce développement urbain ou périurbain implique une maîtrise de l'urbanisation prenant appui sur les espaces urbains existants. Les nouveaux sites d'accueil doivent viser à privilégier les villages centres plutôt que de laisser se développer une extension de l'urbanisation le long des routes. Ces espaces d'extension doivent aussi conduire à réaliser des équipements, tels que des centres de soins, des groupes scolaires, des équipements sportifs, des équipements touristiques.

En dehors des communes de l'intérieur appelées à faire l'objet d'un certain développement de l'urbanisation avec la création de pôles nouveaux, la nécessaire organisation du développement périurbain implique une meilleure maîtrise de l'urbanisation s'appuyant prioritairement sur les espaces urbains existants.

Comme pour les espaces urbains résidentiels, l'urbanisation de ces nouveaux espaces, doit satisfaire aux objectifs de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale de l'habitat, améliorer le cadre de vie en prenant en considération le caractère original de chaque commune et privilégier une qualité architecturale de l'habitat adaptée aux modes de vie.

Le bourg de Saül est identifié au SAR comme étant l'espace urbanisé à vocation résidentielle de la commune. Il doit donc être identifié en secteur constructible dans la carte communale.

1f | Les espaces existants d'activité économique

Les espaces existants d'activité économique correspondent aux principaux sites d'activités existants.

Ils concernent :

- [...] ;
- dans l'intérieur, un certain nombre d'activités qui se développent essentiellement autour des sites d'exploitations (mines, scieries...).

Dans ces espaces sont admis les constructions, aménagements et les équipements compatibles avec l'affectation de ces espaces.

L'espace existant d'activité économique du SAR correspond à l'aérodrome du bourg de Saül.

1g | Les zones de titres miniers en cours de validité

Le SAR présente deux zones de titres miniers en cours de validité localisées dans des espaces naturels de protection forte et des espaces forestiers naturels du territoire communal (se reporter aux orientations de ces espaces citées précédemment) : une large zone s'étendant le long de la Mana et une zone située en limite communale Sud.

Il est ainsi indiqué que :

[...] dans les espaces forestiers naturels, sont susceptibles d'être admis les installations et aménagements liés aux activités minières à partir de sites reconnus comme étant potentiellement exploitables, représentés en hachures mauves sur les documents cartographiques, sous réserve du réaménagement des sites en fin d'exploitation.

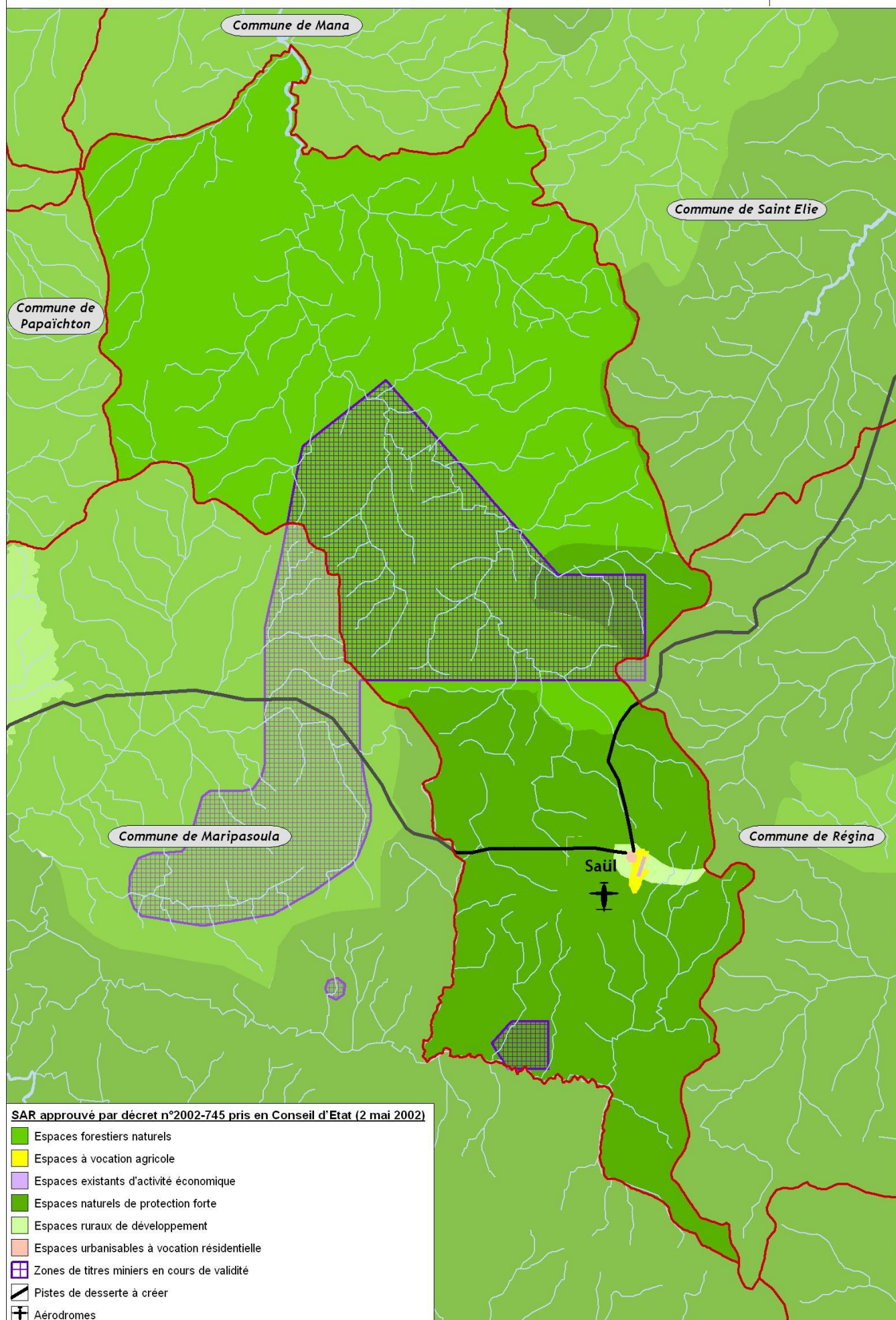
Ces installations, équipements ou aménagements doivent veiller à respecter le patrimoine naturel de ces espaces de manière à permettre à l'avenir tout type de développement fondé sur ce patrimoine et notamment l'écotourisme.

[...] dans les espaces naturels à protection forte, en dehors des villages et écarts ruraux et sous réserve des titres miniers en cours de validité, ne sont admis que :

- les équipements relatifs à la signalisation et l'information permettant une sensibilisation du public ;
- les structures d'accueil et les points de rencontre et d'échanges essentiels à l'éducation, à l'environnement, tout en permettant un développement du tourisme de nature, ainsi que la recherche scientifique ;
- les chemins de randonnées ou les sentiers de découverte et d'interprétation.

Ces aménagements ou équipements doivent être compatibles avec l'objectif de protection écologique et paysagère de ce patrimoine naturel.

Tout ou partie des zones de titres miniers en cours de validité localisés dans les espaces forestiers naturels pourra être identifiée en secteur destiné à l'implantation d'activités minières.



2 | LA PRISE EN COMPTE DU SCHEMA D'ORIENTATION MINIERE (SDOM)

Le Schéma Départemental d'Orientations Minières (SDOM) approuvé par décret en Conseil d'Etat du 30 décembre 2011 a pour vocation de définir les conditions applicables à la recherche minière, ainsi que les modalités d'implantation et d'exploitation des sites miniers.

Il définit un zonage des secteurs ouverts et interdits à l'activité minière et fixe au besoin des contraintes particulières sur certaines zones.

Ce zonage traduit la compatibilité des différents espaces du territoire avec les activités minières, en prenant en compte la nécessité de protéger les milieux naturels sensibles, les paysages, les sites et les populations et de gérer de manière équilibrée l'espace et les ressources naturelles. Il tient compte de l'intérêt économique et de la valorisation durable des ressources minières.

L'article L 621-5 du Code Minier prévoit que les documents d'urbanisme « prennent en compte ou sont modifiés pour prendre en compte, dans un délai d'un an » le SDOM.

Le SDOM permet d'ouvrir de très larges zones dédiées à l'exploitation minière dans la mesure où il classe près de la moitié du territoire communal en zone où l'activité minière est autorisée (partie Nord-Ouest de la commune).

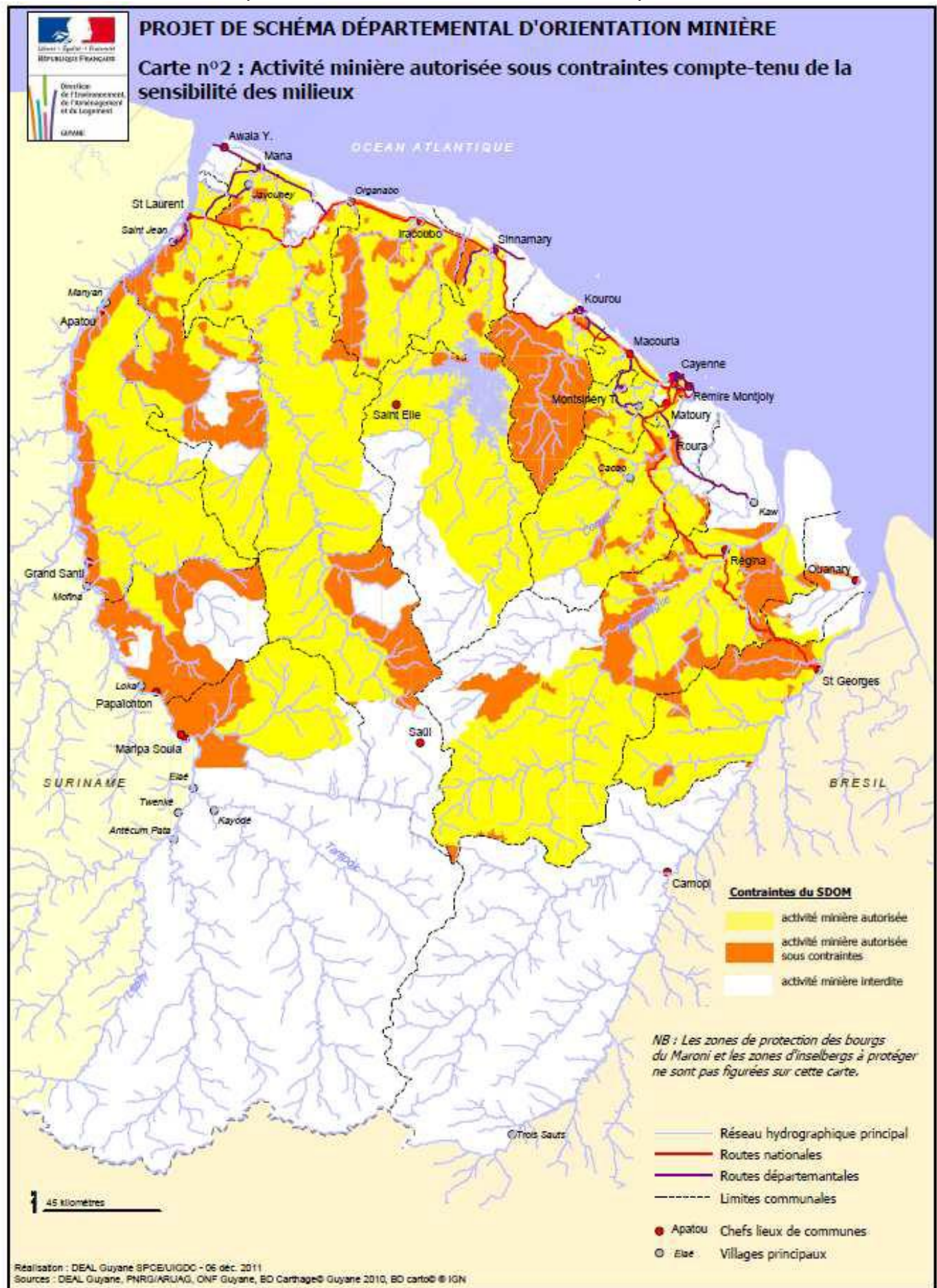
L'activité minière (prospection et exploitation) est interdite sur toute la partie Sud de la commune : les bassins versants des crues Limonade, Palofini et Eau claire correspondant à l'amont du bassin versant du Grand Inini (partie sud de Saül jusqu'au cœur de Parc) et la zone de cœur de parc à l'extrême Sud de la commune.

La partie en zone de cœur de parc au Nord-Est de la commune est elle aussi interdite, la partie Est en zone de libre adhésion du Parc présente la particularité d'être couverte par une zone d'activité minière autorisée sous contraintes.

La carte communale n'a pas vocation à délimiter les secteurs au sein desquels l'activité minière est autorisée ou interdite.

Néanmoins, la carte communale de Saül, classant en secteur constructible le bourg comme zone de développement urbain, ne permet pas le développement d'activités minières dans ces espaces.

Ainsi, le principe de protection des bourgs et villages développé par le SDOM est respecté avec le classement en secteur constructible les espaces occupés par l'urbanisation.



Source : SDOM 2011

Cette carte ne constitue qu'un caractère indicatif et provisoire compte-tenu de l'échelle et de l'évolution des données qui y sont figurées.

3 | LES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA LOI PAYSAGE

La loi n°93-24 du 8 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages a notamment pour objectif d'inviter les collectivités locales à identifier les différentes composantes du paysage (naturel, rural, urbain), à les hiérarchiser et à en protéger efficacement les éléments majeurs.

« Le paysage est composé d'éléments géographiques naturels et d'éléments créés par l'homme. Expression de la société sur son territoire, il constitue le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences et doit à ce titre en assurer la protection et la mise en valeur. »

La carte communale de Saül doit prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution. Elle doit ainsi identifier les paysages remarquables en secteur non constructible.

4 | LES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA LOI SUR L'EAU - LE SDAGE

4a | La Loi sur l'eau et milieux aquatiques

La Loi sur l'eau et milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a deux objectifs fondamentaux :

- donner les outils à l'administration, aux collectivités territoriales et aux acteurs de l'eau en général pour reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la directive cadre européenne (DCE) du 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004) et retrouver une meilleure adéquation entre ressources en eau et besoins dans une perspective de développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau et en favorisant le dialogue au plus près du terrain ;
- donner aux collectivités territoriales les moyens d'adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en terme de transparence vis à vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale. Parallèlement, cette loi permet d'atteindre d'autres objectifs et notamment moderniser l'organisation des structures fédératives de la pêche en eau douce.

4b | Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Guyane

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Guyane (SDAGE), adopté le 29 juin 2000 par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de Bassin le 9 octobre 2000.

Le SDAGE définit les axes de la politique de l'eau pour les dix ans à venir. En application de l'article 3 de la Loi sur l'Eau, la carte communale doit être compatible avec les dispositions du SDAGE. Plus d'une centaine de mesures opérationnelles y sont identifiées (eau potable, assainissement, différents usages de l'eau, protection des milieux aquatiques, communication...) ainsi que les conditions de mise en œuvre. Il comporte des prescriptions directement opposables à la carte communale.

« ... les risques et nuisances sanitaires liés aux zones humides et inondables (moustiques) devront être identifiés et évalués... Prévoir des « cordons sanitaires » en zone naturelle »

Mesure 5-3.1-1.05

« Procéder au classement, lors de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, des terrains concernés par les périmètres de protection, après instruction du dossier et inscription des servitudes »

Mesure 21-3.2-2.13

« Préserver les zones d'écoulements, de régulation et d'extension des eaux pluviales, naturelles ou artificielles, et les intégrer dans les documents d'urbanisme »

Mesure 37-3.3-3.12

La carte communale de Saül doit prendre en compte les prescriptions du SDAGE en identifiant en secteur inconstructible les zones humides et inondables ainsi que les terrains concernés par les périmètres de protection rapprochés des captages.

5 | LA PRISE EN COMPTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les dispositions de la carte communale ne constituent pas un obstacle aux servitudes d'utilité publique (voir détail des actes en annexe)

5a | Le classement de l'église Saint Antoine de Padoue

► Conséquences sur les abords de l'église

Considérant qu'un monument, c'est aussi l'impression que procurent ses abords, la loi de 1943, modifiée par l'article 40 de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) impose une forme de vigilance à l'égard des projets de travaux dans le champ de visibilité des monuments historiques.

Est réputé être situé en abords de monument historique tout immeuble situé dans le champ de covisibilité de celui-ci (qu'il soit classé ou inscrit). La covisibilité signifie que la construction est visible du monument ou que d'un point de vue les deux édifices sont visible conjointement, ce dans un périmètre (en fait, un rayon selon la jurisprudence) n'excédant pas 500 m.

C'est ainsi que tout paysage ou édifice situé dans ce champ est soumis à des réglementations spécifiques en cas de modification :

- l'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification, si le Ministre chargé des Monuments Historiques n'y a donné son consentement ;
- l'immeuble inscrit ne peut être modifié sans avoir avisé le Ministre chargé des Monuments Historiques de l'intention et indiqué les travaux envisagés ;
- tout immeuble situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit (rayon de protection de 500 m) ne peut faire l'objet d'aucune construction nouvelle, démolition, déboisement, transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect sans autorisation préalable (Art. 13bis) : accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) (avis conforme, c'est à dire que le Maire est lié à l'avis de l'ABF), ou avis simple s'il n'y a pas de covisibilité (l'autorisation du Maire n'est pas liée à celui de l'ABF).

5b | Le périmètre de protection du forage du bourg de Saül

Le forage est situé aux abords immédiats d'une zone agglomérée. La carte communale identifie le périmètre de protection sur son zonage et cette zone est classée en non constructible.

5c | Le Parc amazonien de Guyane de Guyane

Les dispositions de la carte communale sont compatibles avec les objectifs de protection fixés pour la zone de cœur dans la charte et le document d'urbanisme est cohérent avec les orientations de développement durable proposées pour la zone d'adhésion.

5d | Les servitudes radioélectriques contre les obstacles

Les dispositions de la carte communale sont compatibles avec la réglementation liée aux servitudes radioélectriques contre les obstacles.

5e | Les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome

Les dispositions de la carte communale sont compatibles avec la réglementation liée aux aéronautiques de dégagement de l'aérodrome.

La réglementation est rappelée en annexe.

5f | Protection de l'actuelle décharge

Il est interdit de construire dans un périmètre de 300 m aux alentours des décharges. La carte communale identifie le périmètre de protection de l'actuelle décharge (ainsi que sur l'emplacement du futur périmètre de stockage des déchets) sur son zonage et cette zone est classée en non constructible.

5g | Immeubles du ministère de la défense

Cantonnement de SAL 2000 m²

Terrain de la crique cochon 3500 m²

Dépôt de carburant (aérodrome)-convention d'occupation Conseil Général

5h | La réglementation archéologique préventive

La réglementation est rappelée en annexe.